



Actions des bailleurs : modalités d'intervention et perspectives

Direction Générale du Trésor ©

ÉDITORIAL

N° 3
Novembre 2020

Merci d'abord à Gaelle Siu Jeng, qui a été la coordinatrice de ce numéro, et à nos collègues des services économiques d'Addis-Abeba, Dar es Salam, Kampala, Khartoum, Tananarive, et la VIA de Kigali, pour ce **panorama complet de l'action des bailleurs sur cette région Afrique de l'Est-Océan Indien**. On pourra regretter que les seules données chiffrées complètes datent de 2018, mais c'est la condition pour avoir les données harmonisées. En tout état de cause, elles restent significatives avec un total d'APD de 18,6 Mds USD sur les 15 pays de la région, 1/3 de l'APD totale sur l'Afrique, 3 des quatre plus grands bénéficiaires de l'APD sur le continent (Ethiopie, Kenya, Tanzanie). A défaut d'un bilan chiffré consolidé, l'année 2019/20 aura vu le basculement des bailleurs vers l'aide budgétaire, basculement accéléré par les conséquences de la pandémie Covid-19, qui a généré des besoins en comblement des déficits budgétaires qui se sont creusés dans la plupart des pays. Gageons que ce basculement vers l'aide budgétaire massive justifié par les conséquences de la pandémie, est aussi justifié par les faibles taux de déboursement des aides projets, là où l'aide budgétaire se décaisse au contraire rapidement. Autre tendance intéressante : on remarquera que l'aide humanitaire monopolise plus du tiers de l'APD sur notre région. Enfin, une dernière remarque, qui n'est pas sans conséquence sur les types d'instruments mobilisables : 11 des 15 pays de la région couverte par le SER de Nairobi ont basculé ces dernières années (avec une accélération en 2020) dans les catégories des pays à risque de surendettement modéré ou élevé selon les évaluations du FMI.

Cette Lettre mensuelle est aussi la dernière production de Gaelle Siu Jeng, qui pendant ses deux années de VIA au SER de Nairobi aura suivi le dossier de l'aide au développement, multipliant les avis sur les projets des bailleurs sur lesquels nous sommes consultés par nos autorités. Elle aura acquis durant ces deux années une parfaite connaissance de l'activité des bailleurs. Sa bonne humeur communicative, son engagement et ses compétences nous manqueront. Qu'elle en soit publiquement remerciée et souhaitons-lui Bon vent pour une nouvelle étape de sa vie professionnelle qui va s'ouvrir. J'en profite pour souhaiter la bienvenue à notre nouveau VIA qui va la remplacer : Louis Bertrand (louis.bertrand@dgtresor.gouv.fr).

Jérôme BACONIN

Chef du Service économique régional
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

SOMMAIRE

- PMA en (re)construction : [Somalie](#), [Soudan](#), [Soudan du Sud](#)
- PMA : [Burundi](#), [Erythrée](#), [Ethiopie](#), [Madagascar](#), [Ouganda](#), [Rwanda](#)
- PRI-TI : [Comores](#), [Djibouti](#), [Kenya](#), [Tanzanie](#)
- PRE : [Maurice](#), [Seychelles](#)
- [Le graphique du mois](#)
- [Vos contacts SE/SER](#)

Elements de cadrage

ABREVIATION

APD : Aide publique au développement

ABG : Aide budgétaire

AFD : Agence Française de Développement

BAD : Banque Africaine de Développement

BM : Banque mondiale

DFID : *Department for International Development*
du gouvernement britannique

FED : Fonds européen de développement

FMI : Fonds monétaire international

IDH : Indice de développement humain

PMA : Pays moins avancé

PPTE : Initiative pour les pays pauvres très
endettés

PRE : Pays à revenu élevé

PRI-TI : Pays à revenu intermédiaire de la tranche
inférieure

SFI : Société financière internationale

UE : Union Européenne

USAID : Agence américaine pour le
développement international

DEFINITION

- **APD** est selon l'OCDE l'aide fournie par les États dans le but exprès de promouvoir le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. À partir de 2018, la méthodologie équivalent-don est appliquée et signifie que seule le montant de « subvention » associé à un instrument, et calculé en fonction de ses conditions préférentielles. Pour un prêt, il s'agit du montant nominal multiplié par l'élément-don, calculé à partir d'un taux d'intérêt de référence en deçà duquel les conditions financières du prêt sont jugées préférentielles.
- Le **Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE** est le principal organe où les grands donneurs bilatéraux s'appliquent ensemble à coordonner les activités de coopération pour le développement et à accroître l'efficacité de leurs efforts en faveur d'un développement durable. Le **CAD compte actuellement 30 membres** dit « **pays du CAD** » évalués en fonction de différents critères dont l'existence de stratégies et cadres institutionnels de coopération au développement. Les membres actuels sont entre autre les Etats-Unis et les pays de l'UE. Les « **pays non-CAD** » déclarent leur APD à l'OCDE (Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, etc.). Pour rappel, **la Chine ne déclare aucune APD à l'OCDE.**
 - Pour en savoir plus : <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/>
- Le Groupe Banque mondiale est constituée de 4 organisations 1) **L'Association internationale de développement (AID/IDA)** est l'institution qui aide les pays les plus pauvres de la planète 2) la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)¹, 3) la Société financière internationale pour le secteur privé 4) l'Agence multilatérale de garanties des investissements (MIGA). Les PMA et les PRI-TI sont éligibles à **des enveloppements « AID/IDA » très concessionnelles** (intérêt très faible ou nul et remboursements étalés sur 30 à 38 ans, dont un différé d'amortissement de 5 à 10 ans. L'IDA accorde également des dons aux pays menacés de surendettement.
 - Pour en savoir plus : <https://ida.banquemondiale.org/apropos/quest-ce-que-lida>

¹ Dans la zone, seul le Kenya reçoit des financements IDA et BIRD.

- Pour en savoir plus sur **Allègement de la dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)** <https://www.imf.org/fr/About/Factsheets/Sheets/2016/08/01/16/11/Debt-Relief-Under-the-Heavily-Indebted-Poor-Countries-Initiative>

Synthèse régionale

par le SER de Nairobi

Des modalités d'intervention dépendantes des niveaux de développement et trajectoires d'endettement des pays

La zone AEOI a attiré un tiers de l'APD totale pour le continent africain soit 18,6 Mds USD en 2018 (-1 % par rapport à 2017). Ce volume, largement supérieur aux IDE reçus la même année (10,1 Mds USD), se concentre principalement sur l'Éthiopie (1^{er} bénéficiaire en Afrique sub-saharienne), le Kenya (3^{ème}) et la Tanzanie (4^{ème}).

Les pays de la zone AEOI ont des niveaux de développement hétérogènes. Le volume de l'aide dépend de nombreux paramètres : le niveau de développement d'un pays, son niveau d'endettement, la capacité d'absorption des institutions, la mise œuvre de réformes structurelles suivies par le FMI, la volonté des gouvernements à solliciter l'intervention des bailleurs et l'agenda politique de tous les acteurs impliqués.

En 2018, la zone AEOI a attiré un tiers de l'APD totale nette versée au continent africain et capté 11 % de l'APD totale au niveau mondial. Ce niveau élevé d'APD, qui atteint 18,6 Mds USD en 2018 (- 1 % par rapport à 2017) s'explique par la présence de trois des quatre premiers récipiendaires de l'APD en Afrique sub-saharienne : **l'Éthiopie (1^{er} ; 4,9 Mds USD), le Kenya (3^{ème} ; 2,49 Mds USD) et la Tanzanie (4^{ème} ; 2,45 Mds USD)**. L'Éthiopie, pays le plus peuplé de la zone, est aussi le 3^{ème} bénéficiaire d'APD au monde - derrière la Syrie et le Yémen - de par son rôle pour la stabilité de la Corne de l'Afrique. Au Kenya, l'APD est mobilisée pour financer à la fois la mise en œuvre de projets complexes avec des financements mixtes et à la fois des projets humanitaires en réponse aux chocs climatiques. La stabilité de la Tanzanie lui permet de programmer des projets pluriannuels colossaux (500 MUSD) dans des secteurs variés.

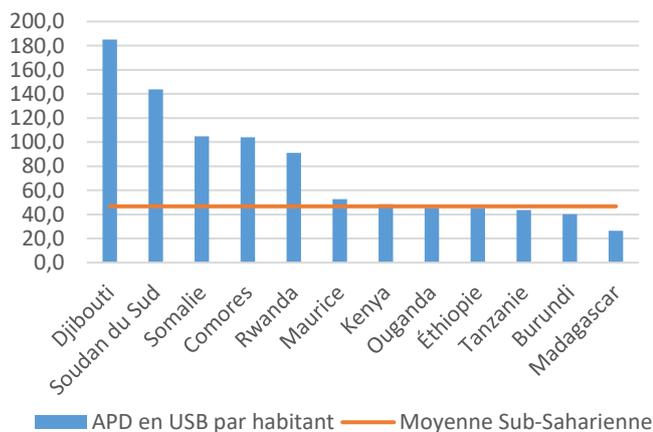
L'Ouganda, le Soudan du Sud, le Rwanda et la Somalie sont aussi des bénéficiaires majeurs avec une aide supérieure à 1 Md USD en 2018. Pour la Somalie, l'APD représente 33,6 % de son RNB soit le plus haut niveau relatif au monde. Malgré des volumes moindres, certains pays sont dépendants de l'APD, par exemple la moitié du budget de l'Union des Comores est financé par les bailleurs. L'intervention des bailleurs est limitée en Érythrée (car Etat fermé), au Burundi (pour des raisons de gouvernance) et à Djibouti dont le niveau d'endettement est élevé. Maurice et les Seychelles ont une aide moindre car PRE.

En 2018, les Etats-Unis et la BM, présents dans quasiment tous les pays, ont contribué à la moitié de l'APD totale. USAID est le 1^{er} bailleur en fournissant un quart de l'aide en 2018 (4,5 Mds USD). Elle est concentrée sur l'Éthiopie, le Kenya et le Soudan du Sud. La BM, dont l'activité a significativement augmentée en 2019-2020, a contribué à 21 % de l'APD en 2018 avec 3,9 Mds USD. La moitié de cette aide a été versée à l'Éthiopie. Le 3^{ème} bailleur est le Royaume-Uni (10 %), suivi de l'UE (8 %) et de la BAD (5 %). Les bailleurs non traditionnels sont aussi présents, en particulier dans les pays où l'aide des pays-CAD est limitée. Ils interviennent en don, prêt et aide budgétaire. Les Emirats Arabes Unis sont le 1^{er} bailleur des Seychelles, le Koweït 3^{ème} bailleur de Djibouti, les *Exim Bank* chinoise et indienne les 1^{er} et 2nd prêteurs de Maurice. Les fonds de la péninsule arabe sont actifs au Soudan.

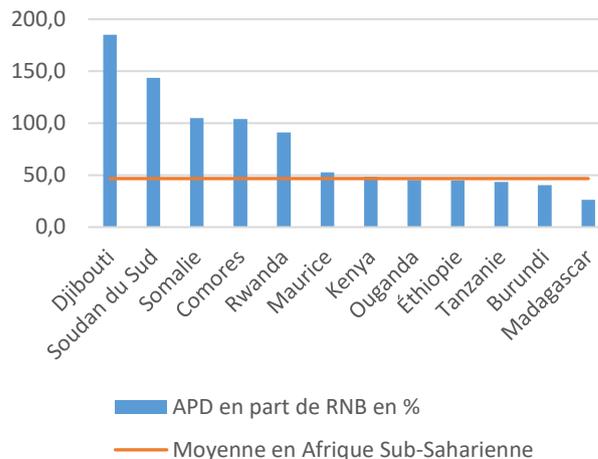
Figure 1: Profils variés de l'APD dans la zone AEOI

	PMA en (re)- construction	PMA	PRI-TI depuis 2019/20	PRI-TI depuis 2014	Revenu élevé
Pays	Sud Soudan PPTTE en cours : - Somalie - Soudan	Burundi, Ethiopie, Madagascar, Rwanda, Ouganda, Erythrée	Comores, Djibouti, Tanzanie	Kenya	Seychelles Maurice (depuis 2020)
Capacités institutionnelles Et d'absorption	Institutions en construction	Faible (Burundi, Erythrée), Modérée (Madagascar), Elevée (Ethiopie, Rwanda)	Faible (Comores) Modérée (Tanzanie)	Modérée	Elevée
Outils mobilisés	Don uniquement	Don majoritairement	-Don (Djibouti, Comores) -Prêt concessionnel (Tanzanie)	-Prêt concessionnel -Financement mixte	Aide limitée : -Don (Seychelles) -Prêt dont lignes de crédit (Maurice)
Secteurs d'intervention	Humanitaire	Infrastructures et services sociaux et aide humanitaire	Infrastructures et services sociaux	Infrastructure, humanitaire, énergie, banque	Agriculture, pêche, énergies renouvelables

APD en USD par habitant (BM, 2018)



APD en part de RNB en % (BM, 2018)



Répartition sectorielle de l'APD totale en 2017

Secteur	Part (%)
Aide humanitaire	35
Infrastructure et services sociaux	29
Production	8
Transports et communications	7
Agriculture, sylviculture et pêche	7
Education	6
Plurisectoriel	2
Energie	3
Aide alimentaire	3

Covid19 : Accélération de la mobilisation des aides budgétaires par tous les bailleurs

Une aide budgétaire soutient l'adoption de réformes nationales ou sectorielles. Elle se distingue de l'aide-projet qui est uniquement dédiée à un projet défini. L'aide budgétaire n'est pas fléchée et vient directement abonder le budget de l'Etat. Elle peut être sous la forme d'un prêt, d'un don ou une combinaison des deux. Elle est assortie de conditionnalités que le gouvernement et le bailleur doivent négocier. Il faut réaliser des actions précises pour déclencher des décaissements. Son intérêt est de soutenir des réformes d'envergure et politiquement difficiles à mener grâce à un dialogue approfondi avec les autorités qui garantit l'appropriation des enjeux et facilite l'ajustement des objectifs au contexte.

L'aide budgétaire est également utilisée par les bailleurs pour faciliter leurs décaissements : des volumes colossaux (entre 100 MUSD et 1 Md USD) sont décaissés en une tranche. Pour rappel, tous les bailleurs sont soumis à des objectifs en interne de décaissement². Le faible taux d'absorption des pays de la zone est un enjeu majeur : le sous-décaissement des aides-projets s'explique par de nombreux facteurs : la faible capacité institutionnelle et opérationnelle des pays qui induisent des retards dans les passations de marché ou la difficulté liée à l'acquisition de terres et au versement des compensations. Côté bailleurs, les procédures d'approbation en interne sont lourdes. L'instruction des projets et leur mise en œuvre est longue, encore plus s'il s'agit de projets régionaux. **L'aide budgétaire permet donc de réduire les délais et les coûts d'instruction.**

La BM a impulsé ce basculement en 2019 au Kenya et en Ethiopie. Au Kenya, le *Development Policy Operation* (DPO)³ multisectoriel de 1,75 Md USD sur deux ans (2019-2020) vise à soutenir la sécurité alimentaire, le logement abordable et les finances publiques. En Ethiopie, le programme d'appui budgétaire soutient les réformes économiques sur trois ans dont les 2 premières tranches ont déjà été décaissées (1,95 Md USD). Depuis, cet outil a été mobilisé pour « pousser » des réformes dans de nombreux pays de la zone⁴ quel que soit leur niveau de développement. Le gouvernement fédéral somalien bénéficie d'une aide budgétaire dans le cadre de l'initiative PPTTE et d'un appui de l'UE. Cet outil est mobilisé dans tous les secteurs (énergie, protection sociale, décentralisation, climat des affaires, secteur financier). Des aides budgétaires sont utilisées dans le développement du capital humain dont l'éducation au Rwanda (pour 400 MUSD sur trois ans) et à Madagascar.

Face aux besoins de liquidité des Etats créés par la pandémie, l'aide budgétaire - sans conditionnalité - a été utilisée à des niveaux sans précédent (cf. graphique du mois). Le FMI, la BM, l'UE, la BAD et également l'AFD ont injecté massivement des liquidités en urgence dans les budgets nationaux, pour combler les besoins de financement externe supplémentaires et la baisse des recettes.

L'outil présente des limites et reste perfectible. Les montants élevés des programmes sont disproportionnés par rapport aux résultats attendus, et trop faiblement ambitieux au regard des enjeux. En effet, les actions préalables portent majoritairement sur l'adoption de lois, voir leur simple présentation au Parlement, et non sur leur application. Les moyens mis à disposition paraissent conséquents au regard de la réalité de la mise en œuvre du programme de réformes. Les modalités de déploiement de l'outil, leur orientation et les résultats attendus sont des points d'attention du SER et des SE de la zone.

² La France s'est engagée à accroître l'APD française jusqu'au seuil de 0,7 % du RNB. Elle atteint 0,44 % du RNB en 2019.

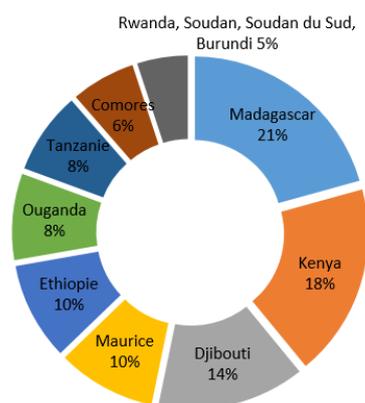
³ La mise en œuvre d'un DPO est conditionnée: (i) au maintien d'une politique macroéconomique favorable, telle que déterminée par la Banque et le FMI, (ii) une mise en œuvre satisfaisante du programme de réformes et (iii) la réalisation d'actions institutionnelles et politiques clés définies préalablement par la Banque et le client.

⁴ Une exception est faite au Burundi et l'Erythrée qui n'ont pas bénéficié d'aide budgétaire

Profil de coopération de la France dans la zone AEOI

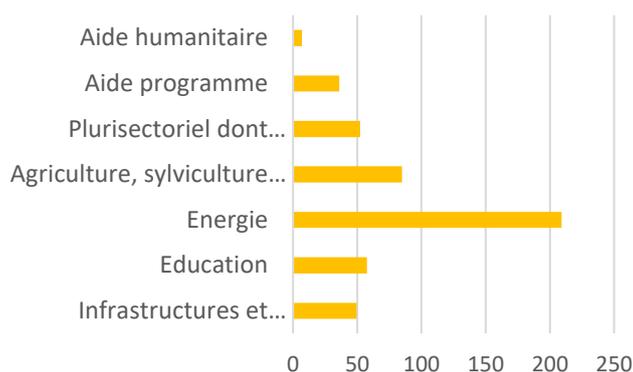
L'APD bilatérale française pour la zone AEOI a été en moyenne de 331 MUSD entre 2014 et 2018. En 2018, elle atteint 354 MUSD, soit seulement 13 % de l'APD totale de la France vers le continent africain, qui reste orientée vers l'Afrique de l'Ouest. La zone AEOI n'héberge aucun des 10 premiers bénéficiaires de l'APD française dans le monde⁵. La France est le premier bailleur à Djibouti grâce à la forte coopération militaire et aux Comores pour sa proximité avec Mayotte et la Réunion.

Répartition de l'APD française (bilatérale) entre 2014 et 2018



Les principaux bénéficiaires de l'APD française sont Madagascar (68 MUSD en moyenne sur la période, le Kenya (61 MUSD) et Djibouti (46 MUSD).

Engagements de l'APD bilatérale par secteur en 2017, MUSD



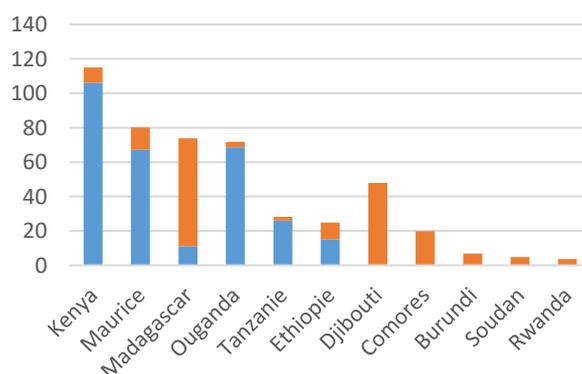
L'Energie est le premier secteur d'intervention de la France (41 % de l'APD), suivi de l'agriculture (17%) et de l'Education (11 %).

Canaux de distribution de l'aide bilatérale FR en 2018 : zone AEOI vs. Moyenne monde (%)

Agences	Zone AEOI (%)	Moyenne monde (%)
Groupe AFD	67	48,2
dont Proparco	11	
Ministère des affaires étrangères	9	13,4
Autres ministères	24	38,4
Dont Ministère de la défense	7	
Dont Ministère de l'enseignement supérieur	12	
Autres ministères	5	

2/3 de l'aide est distribuée par l'AFD, un niveau supérieur à la moyenne de 48,2 %. Le poids du Ministère de la défense reflète la forte coopération militaire à Djibouti. Enfin, le poids du Ministère de l'Economie, en retrait en 2018 (comptés dans 'Autres'), devrait augmenter à partir de 2020 avec notamment la mobilisation massive de prêts du Trésor au Kenya.

Versement brut de l'APD bilatérale française en 2018 (MUSD)



Dans la zone, en moyenne, les prêts ont représenté 61 % des versements, principalement dans les pays au développement plus avancés (Kenya, Maurice, Ouganda), et les dons 39 % sur les pays plus pauvres (Madagascar) ou plus petits (Comores, Djibouti).

⁵ En 2018, les 10 principaux bénéficiaires sont dans l'ordre : la Colombie (1^{er}), l'Indonésie, la Côte d'Ivoire, Maroc, Cameroun, Inde, Turquie, Sénégal, Egypte et la Chine.

GRAPHIQUES DU MOIS

Figure 2 : Répartition des engagements en prêt effectués en 2020 par tous les bailleurs pour la zone AEOI. Les prêts comprennent les prêts-projets, les engagements dans le cadre de partenariat pays, les prêts de contingence, les prêts du FMI dans le cadre du FMI et les aides budgétaires. La part de des prêts en aide budgétaire est indiquée par la couleur du cercle (prêt ABG). Les décaissements de ces engagements seront étalés sur plusieurs années.

La couleur de fond de chaque pays représente le statut de soutenabilité de sa dette selon le FMI.

Source : Calculs du SER de Nairobi à partir des avis-projets validés au Conseil d'administration des différents bailleurs.

(*) Le Rwanda, dont le statut d'endettement est masqué par son volume de prêts reçus est en risque « modéré » de non soutenabilité de sa dette.

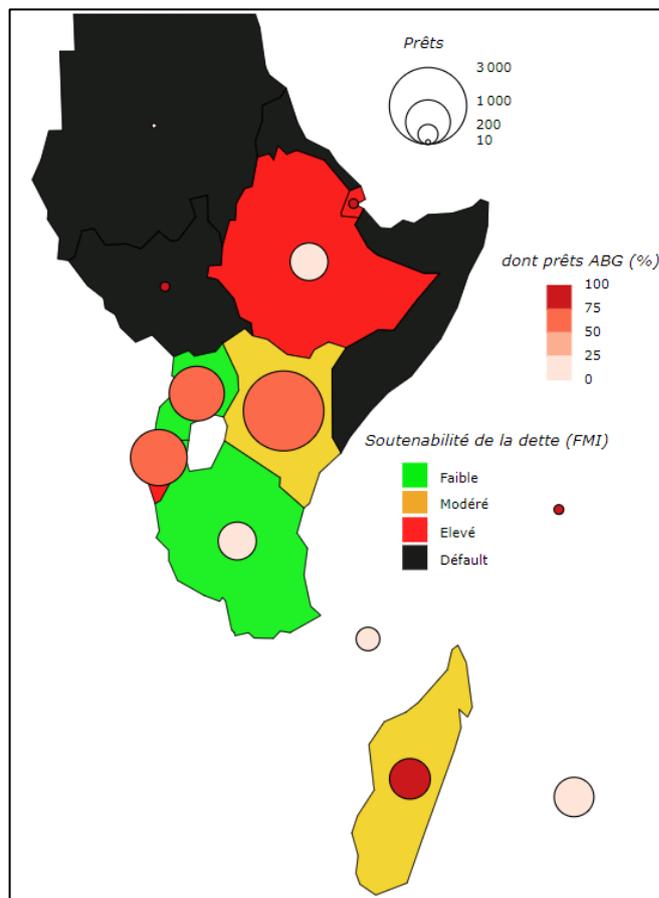
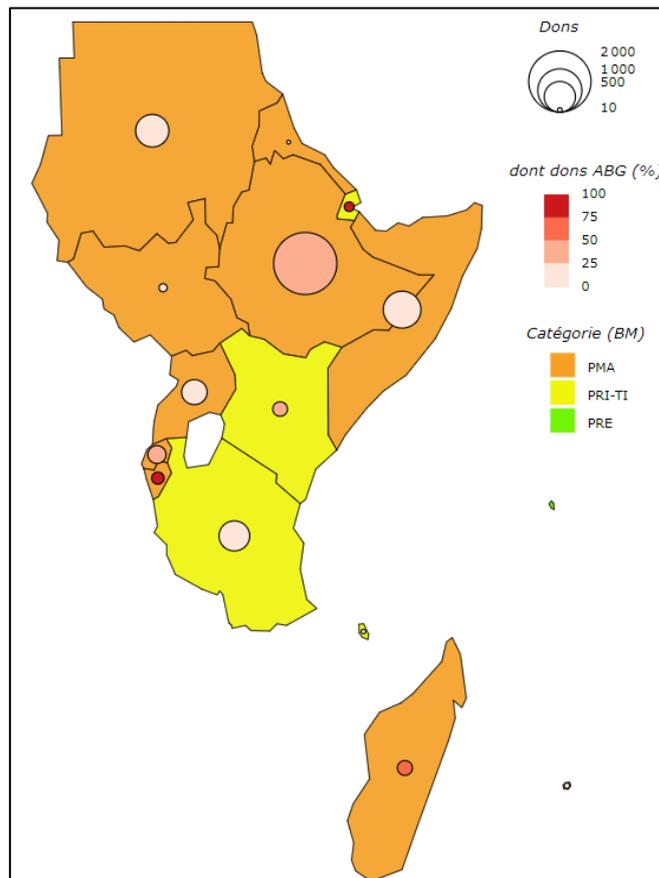


Figure 3 : Répartition des engagements en don effectués en 2020 par tous les bailleurs pour la zone AEOI. Les dons comprennent les subventions fléchées sur un projet, les engagements dans le cadre de partenariat pays, les dons accordés dans le cadre de la pandémie et les aides budgétaires en don. La part des aides budgétaires en don est indiquée par la couleur du cercle (dons ABG). Les décaissements de ces engagements seront étalés sur plusieurs années.

Ne sont pas compris la réallocation des fonds face à la Covid-19.

La couleur de fond de chaque pays représente le statut de développement du pays selon la BM.

Source : Calculs du SER de Nairobi à partir des avis-projets validés au Conseil d'administration des différents bailleurs.



PMA - Somalie

par le SER de Nairobi

Réengagement des bailleurs suite à l'atteinte du point de décision PPTE en mars 2020

La Somalie a bénéficié d'une APD total nette de 1,6 Md USD en 2018 soit plus de 6 fois le budget de l'Etat fédéral. L'atteinte du point de décision de l'initiative PPTE en mars 2020 a confirmé le réengagement des bailleurs, dont les nouveaux financements en dons doivent soutenir un large panel de réformes structurelles.

Conséquence de plus de vingt années de guerre civile (1991-2017), la Somalie est l'un des pays les plus pauvres du monde avec un PIB par hab. d'env. 308 USD en 2020. Cet Etat en reconstruction cumule des fragilités structurelles. Sur le plan politique, la construction de l'Etat sur un modèle fédéral reste inachevée, alors que le pays est encore en proie à de profondes divisions claniques. Le groupe Al-Shabaab, qui contrôle au moins 20 % du territoire, continue d'être une menace à la stabilité du pays et des pays voisins. Les enjeux de développement sont multiples : 7 Somaliens sur 10 vivent dans des conditions de pauvreté extrême (moins de 1,90 USD par jour) et seule 40 % de la population sait lire et écrire. Les villes somaliennes sont parmi les plus fragiles au monde. Au phénomène traditionnel d'exode rural se superpose les flux massifs de déplacés poussés par l'insécurité et la famine (20 % de la population) dont la majorité se concentrent dans les villes. Seules 13 % des routes somaliennes sont bitumées.

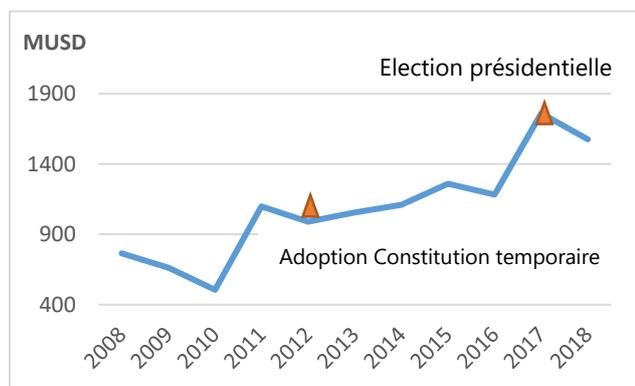
Le gouvernement somalien ne dispose pas de marge de manœuvre budgétaire pour financer ses projets de développement et est dépendant des dons des bailleurs. Le budget de l'Etat fédéral (194 MUSD de ressources propres en 2020) est largement absorbé par les salaires des fonctionnaires et les besoins sécuritaires. **Malgré des relations parfois tendues avec les bailleurs, l'APD de la Somalie a été multipliée par 4 entre 2010 et 2018. Elle atteint 33,6 % du RNB, soit le plus haut niveau relatif au monde.** L'APD par hab. en 2018 est de 104,8 USD soit plus du double de la moyenne sub-saharienne. **Les principaux bailleurs sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'UE.** L'UE intervient dans le pays par des opérations humanitaires d'ECHO et par des financements (FED, FFU, FEI notamment) sur la construction de l'Etat et la pacification, la sécurité alimentaire et la résilience, l'éducation et le soutien à la société civile. Du fait des arriérés de paiement, la BM et de la BAD ont eu une activité limitée dans les domaines du renforcement des institutions publiques, la restauration d'un environnement économique résilient et inclusif et les infrastructures.

L'année 2020 marque un tournant pour le pays : il a atteint le point de décision PPTE en mars 2020. Grâce à un soutien volontariste des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, le pays a atteint toutes les conditions requises : i) élaboration d'une stratégie intérimaire de lutte contre la pauvreté, le *National Development Plan 9 (2020 – 2024)*, ii) mise en œuvre satisfaisante d'un programme FMI visant à renforcer la gestion des finances publiques et le cadre de supervision financière et iii) apurement des arriérés envers les bailleurs multilatéraux (FMI, BM et BAD). **Cette étape a permis à la BM et d'autres bailleurs de se réengager officiellement dans le pays. Le pays est désormais éligible à de nouvelles enveloppes de dons.** Les financements pour 2020 soutiendront i) les réformes nécessaires à l'atteinte du point d'achèvement (gouvernance financière et fédéralisme budgétaire ainsi que ii) des projets de résilience de la population face au « triple choc » humanitaire (inondations, invasion de criquets pèlerins et pandémie). Toutefois, les projets restent opérationnellement contraints par le contexte sécuritaire, l'absence de consensus politique sur la forme exacte que doit prendre la construction d'un Etat fédéral et le niveau de corruption très élevé. A court-terme, les incertitudes liées aux prochaines élections législatives et présidentielles prévues d'ici la fin 2020 pèsent aussi sur le pays.

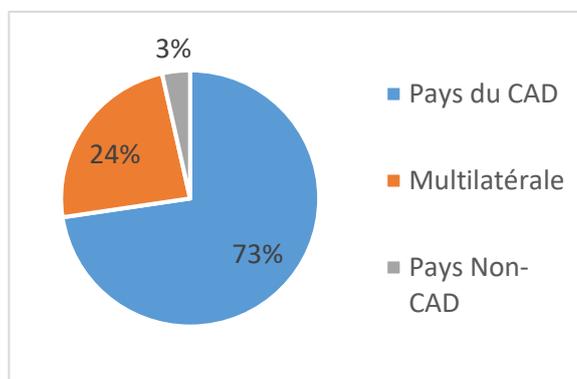
Profil de l'APD de la Somalie (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : oui
APD en part de RNB (BM, 2018) : 33,6 % APD par habitant : 104,8 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : en défaut

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée Mds USD	Part dans l'APD totale
Etats-Unis	1,3	19 %
Royaume-Uni	1,2	18 %
UE	1,0	15 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Aide humanitaire (57 % de l'aide reçue)
-  Infrastructures et services sociaux (32 %)

Aide budgétaire de l'UE

L'UE s'est engagée en septembre 2018 sur un programme d'aide budgétaire globale (*State-building contract*), de l'ordre de 103 MEUR sur 2018-2021. Ce soutien budgétaire a pour objectif de renforcer la légitimité et les capacités du gouvernement fédéral.

Les résultats attendus sont : i) le renforcement des transferts entre l'Etat fédéral et les Etats fédérés ; ii) renforcer la mobilisation des ressources domestiques et iii) graduellement renforcer le rôle du gouvernement fédéral dans la fourniture de services de base, tel que l'éducation.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

En complément de l'aide budgétaire de 420 MUSD visant à apurer les arriérés de la Somalie auprès de l'AID et apporter un soutien aux finances publiques, la **BM a octroyé un financement supplémentaire au gouvernement fédéral en juin 2020 de 55 MUSD**. Cette aide budgétaire compense la perte des recettes domestiques. L'extrême faiblesse des institutions et les très fragiles capacités de résiliences des populations, largement éprouvées par des chocs à répétition, rend nécessaire un renforcement des moyens d'action. La dollarisation de l'économie prive la Banque centrale de Somalie (CBS) des instruments de politique monétaire et limite ainsi fortement la réponse envisageable par ce canal. La CBS toutefois mis en place un fonds de microfinance pour un montant de 2,9 MUSD au bénéfice des SMEs.

PMA - Soudan

par le SE de Khartoum

Soudan : 2020, une année charnière pour le pays

Du fait du régime militaire, qui a sévi pendant trente ans, et du fait que le Soudan ne rembourse plus sa dette ni ses intérêts depuis au moins deux décennies, l'APD s'est essentiellement concentrée sur l'aide humanitaire, tout en évitant de la voir transiter par les opérateurs publics soudanais. L'avènement d'un nouveau gouvernement civilo-militaire en septembre 2019 s'est traduit cette année par un regain d'intérêt des institutions multi et bilatérales, mais qui, pour la grande majorité d'entre elle, à l'exception des pays golfs, ne peuvent intervenir que sous forme de don, tant que le Soudan n'aura pas atteint le point de décision dans le cadre de l'initiative PPTTE (au mieux dans le deuxième semestre 2021).

Absence d'organisme de coordination de l'aide internationale. Il est difficile de disposer d'une vision globale de ce que représente l'ensemble de l'aide des bailleurs internationaux en l'absence d'une véritable cellule de coordination de cette aide, soit au sein du cabinet du Premier Ministre, soit au sein du Ministère des finances⁶. Il existe bien une plateforme, réunissant les principaux bailleurs internationaux, la SIPP (*Sudanese International Partners Forum*), mais qui n'est pas encore réellement structurée et qui pour l'instant est plus axé sur le volet humanitaire que développement.

Un cercle informel : les Amis du Soudan⁷. Les membres de ce cercle se réunissent régulièrement afin d'échanger sur le suivi des réformes politiques et économiques ainsi que sur les engagements des bailleurs de fonds. Lors de la conférence de Berlin, qui s'est tenue le 25 juin dernier, les engagements financiers des bailleurs ont été estimés à 1,8 Md USD, dont 435 MUSD fléchés sur le filet social FSP (cf. encadré) et le solde réparti entre aide au développement et aide humanitaire. Quant à la Banque Mondiale, elle a indiqué mettre à disposition des autorités soudanaises, et ce malgré les arriérés, 400 MUSD pour financer le FSP et 35 MUSD pour lutter contre la pandémie. En plus de **l'Union Européenne** (312 MEUR dont 239 MEUR sur l'enveloppe DEVCO, 60,5 MEUR pour l'aide humanitaire et 11 MEUR pour le projet *Home*), les annonces les plus importantes ont été prononcées par **les Etats-Unis** (356 MUSD, essentiellement via l'aide humanitaire, au travers du PAM), **le Royaume Uni** (190 MUSD, dont la moitié sur le FSP, le solde sur l'humanitaire), **l'Allemagne** (170 MUSD dont la moitié sur le FSP, 1/3 sur l'humanitaire et le solde sur la coopération et le développement), **la Suède** (114 MUSD) et la **France** (114 MUSD, dont 60 MEUR fléchés sur le FSP).

Sans qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur, des **fonds de la péninsule arabique** irriguent le Soudan, notamment en provenance d'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis, du Qatar ou du Koweït. Historiquement ces fonds finançaient le budget directement, ou des projets agricoles et humanitaires,

L'aide internationale, hors domaine humanitaire et hors pays du Golfe, **est donc relativement faible** (1,1 Md USD) au regard des besoins (5,6 Mds USD) nécessaires à la mise en œuvre du programme actuel du FMI. Cette aide ne peut intervenir qu'au travers de dons, d'assistance technique et de coopération institutionnelle. Tant que le Soudan n'aura pas atteint le point de décision de l'initiative PPTTE, cette situation tendra à perdurer.

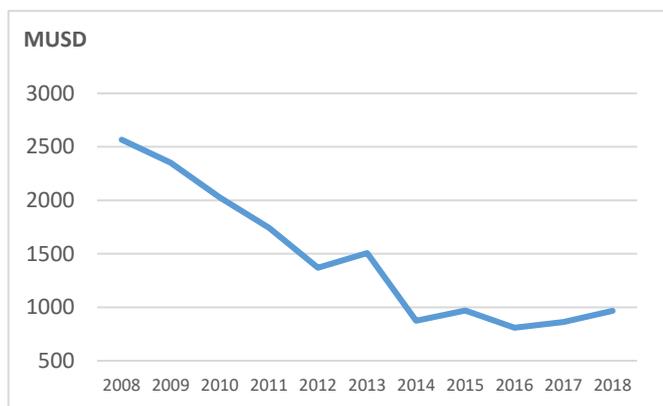
⁶ La Commission européenne vient de consacrer un budget d'environ 3 M€, pour aider à la création et animation d'une unité au sein de ce ministère.

⁷ La composition de ce cercle est à géographie variable. Un premier cercle regroupe l'UE, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne, les Etats-Unis, les EAU, la France, la Norvège, le Royaume Uni, la Suède, les Ifis –FMI, Banque Mondiale et dans une moindre mesure la Banque Africaine de Développement- et les UN. Le second cercle est étendu aux pays limitrophes du Soudan (Egypte, Ethiopie), plus Qatar et Ligue arabe. Au cas par cas, d'autres pays peuvent participer comme lors de la conférence de Berlin qui avait réuni 40 pays et 15 agences internationales.

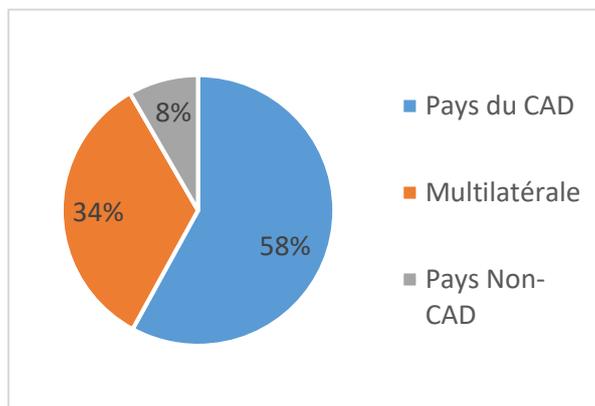
Profil de l'APD du Soudan (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : oui
APD en part de RNB (BM, 2018) : 2,5 % APD par habitant : 19,9 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : en défaut

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée MUSD	Part dans l'APD totale
Etats-Unis	1 093	24 %
UE	540	12 %
Royaume-Uni	453	10 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017



Aide humanitaire (75 % de l'aide reçue)



Infrastructures et services sociaux (18 %)

Soutien aux familles soudanaises (FSP)

Le programme de soutien aux familles soudanaises (FSP) vise à fournir l'équivalent de 5 USD par personne et par mois pendant un an à environ 80 % de la population soudanaise, pour un coût total estimé à 1,9 Md USD. Il sera financé à travers le PACG et le fonds fiduciaire STARS géré par la Banque Mondiale. L'objectif général de cette action est d'atténuer l'impact de la crise économique et sociale, récemment aggravée par la pandémie mondiale COVID-19 et les inondations, dans le cadre du programme de réformes économiques en cours au Soudan.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

Les soutiens à ce stade prévus sont l'UE 90 MEUR (80 MEUR au FSP, 10 MEUR à l'OMS), la Banque islamique de développement 46 MUSD, l'Arabie Saoudite aide en nature de 35 MUSD, la Suisse 23 MUSD (20 au FSP et 3 à l'UNICEF, FNUAP, PNUD et PAM), les Etats-Unis 13,7 MUSD, la France (AFD) 11,2 MUSD (10 au FSP, 1,2 à *Save the Children*), le Royaume-Uni (DFID) 5 MGBP (via le *Sudan Humanitarian Fund* SHF), les Pays-Bas, 5 MEUR (1 aux ONG, 4 au SHF), le PNUD 2,8 MUSD, la Suisse 1,06 MUSD (via le SHF), l'Allemagne 0,4 MEUR (OMS Soudan), l'Italie 0,1 MEUR. Les Emirats Arabes Unis (EAU), la Turquie et la Chine ont également envoyé de l'aide en nature.

PMA – Soudan du Sud

par le SE de Kampala

Une aide essentiellement sous forme de dons humanitaires

Le Sud-Soudan est l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles du monde qui, avec 1,6 Mds USD d'APD, fait partie des 10 premiers bénéficiaires de l'aide internationale, sur le continent africain. La déliquescence du pays contraint très fortement les interventions des bailleurs qui interviennent sous forme de dons, essentiellement dans le champ de l'assistance humanitaire.

Le Sud-Soudan est l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles du monde. Après l'indépendance en 2011 et l'éclatement de la guerre civile en 2013, puis à nouveau en 2016, le pays a été plongé dans une crise politique provoquant une situation d'urgence humanitaire de grande ampleur et un effondrement de l'économie. Cette crise continue de peser sur la croissance et le développement du pays. La consolidation de la paix et de l'unité est la principale condition d'un retour à la normale.

Après plusieurs décennies de guerre civile avec le Soudan et la crise politique de ces dernières années, **le pays reste sous-développé, sans services sociaux de base adéquats et les conditions de vie de la population sont extrêmement mauvaises.** Selon les données des Nations unies, près de 60 % des 12 millions d'habitants du pays ont besoin d'une aide humanitaire. La moitié de la population connaît une insécurité alimentaire extrême. De plus, la violence a provoqué l'une des plus grandes crises de réfugiés en Afrique. On estime que 1,66 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et que quelque 2,2 millions de personnes auraient fui vers les pays voisins (en août 2020).

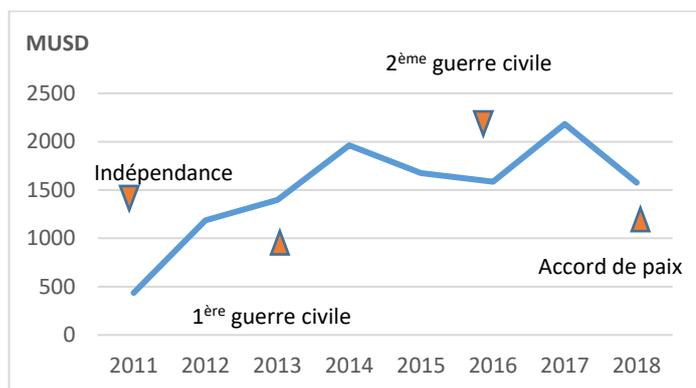
Il existe donc un besoin énorme de soutien international, pour ce nouvel État qui se construit en partant de zéro, alors que la faiblesse des capacités de l'administration et la situation politique rendent les progrès difficiles. La déliquescence du pays contraint très fortement les interventions des bailleurs qui interviennent sous forme de dons, essentiellement dans le champ de l'assistance humanitaire (71 % en 2018), le soutien aux infrastructures et services sociaux (10 %) et la santé/population (5 %).

Le volume d'aide reçue par le Soudan du Sud est estimé à 1,6 Md USD en 2018 (1,7 en moyenne sur 2016-2018). Les principaux donateurs sont les Etats-Unis (47,7 %), le Royaume-Uni (12,8 %), les institutions de l'Union européenne (10,4 %), suivis de l'Allemagne (8,4 %).

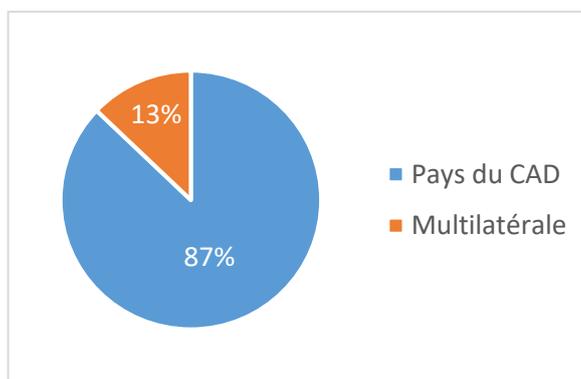
Profil de l'APD du Soudan du Sud (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : n.c. APD par habitant : 143,7 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : en défaut

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée MUSD	Part dans l'APD totale
Etats-Unis	3 499	39 %
Royaume-Uni	1 228	14 %
UE	926	10 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017



Aide humanitaire (62 % de l'aide reçue)



Infrastructures et services sociaux (26 % de l'aide reçue)

Soutien au développement communautaire (BM)

La Banque mondiale a approuvé en août une subvention de 45 MUSD en faveur du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), chargé de mettre en œuvre un projet de développement local et communautaire. Ce projet permettra notamment de financer la construction d'infrastructures et services communautaires (25,37 MUSD), le renforcement des capacités des institutions communautaires et des gouvernements locaux (14,17 MUSD) ainsi que des prestations d'assistance technique (5,5MUSD).

APD reçue dans le cadre de la Covid19

L'aide est principalement multilatérale et européenne : prêt de 52 MUSD du FMI pour financer les besoins urgents de la balance des paiements et les dépenses de lutte contre la pauvreté et la croissance ; subvention de 7,6 MUSD de la Banque mondiale pour la fourniture de services de santé essentiels ; subvention de 4 MUSD de la BAD pour l'amélioration des installations, la détection et le contrôle et pour la formation du personnel des établissements de santé ; subvention de 4 MUSD de l'UE pour l'achat des équipements de protection individuelle ; des aides en nature de certains partenaires bilatéraux (Inde et Chine).

PMA - Burundi

par le SER de Nairobi

Une aide limitée par les relations encore tendues avec la communauté internationale

Depuis la crise politico-sécuritaire de 2015, les bailleurs ont réduit leur aide envers le Burundi. L'APD totale nette atteint 451 MUSD en 2018 et l'APD par hab. 40,3 USD, soit un niveau inférieur à la moyenne subsaharienne. La volonté du nouveau gouvernement à se rapprocher des bailleurs et à adhérer à leur conditions en termes de gouvernance et droits de l'homme est le prérequis de la normalisation des relations.

Le Burundi subit depuis 2015 une crise politico-sécuritaire suite à la réélection contestée de P. Nkurunziza pour un 3^{ème} mandat. La flambée de violences sur fond de tensions ethniques entre hutus et tutsis a conduit 330 000 burundais à se réfugier dans les pays voisins.

En réponse à la crise, les pays occidentaux et l'UE ont mis en place des sanctions à l'égard du pouvoir. Les États-Unis ont exclu le Burundi de l'AGOA (*African Growth and Opportunity Act*). Plusieurs bailleurs ont réduit ou redirigé leur aide. Si l'aide humanitaire des États-Unis en réponse à la crise de 2015 a fait bondir l'APD à un maximum de 742 MUSD en 2016, l'APD s'est réduite depuis atteignant 451 MUSD en 2018. Ce niveau est inférieur à ce qui prévalait avant la crise (560 MUSD en moyenne entre 2010 et 2014). Entre 2014 et 2018, le 1^{er} bailleur du pays est les États-Unis suivi de l'UE. L'UE a procédé mi-2018 à une diminution des montants alloués de 432 à 332 MEUR. La BM, 3^{ème} bailleur, ne s'est pas retirée du pays prenant le parti d'éviter le *stop and go* (retrait des bailleurs dès qu'il y a une instabilité politique) dommageable pour la population. La BM intervient sur des projets de court terme pour la communauté et sur la nutrition. Le portefeuille de la BAD à fin mars 2019 comprenait 16 projets dans les transports (61%) et l'énergie (33%).

Le gouvernement burundais est un des seuls de la zone AEOI à ne pas recevoir de financements directs. Les bailleurs ont suspendu leurs appuis financiers directs fournis à l'administration burundaise. Pour tous les bailleurs présents dans le pays, les fonds ne transitent pas par le circuit budgétaire national, jugé trop risqué. Ils sont rétrocédés aux ONGs et aux agences de mise en œuvre de l'ONU. L'étude⁸ publiée par des chercheurs de la BM sur la corrélation entre les flux financiers entrant en provenance des bailleurs et les flux financiers sortants vers les paradis fiscaux plaçait le Burundi parmi les pays les plus à risque en terme de corruption et détournement (avec un taux de fuite de 15 % pour une moyenne de 5 %).

L'aide humanitaire est infime face aux besoins de développement du pays. La crise a miné les progrès du pays : le PIB par hab. stagne à 310 USD. La production alimentaire a chuté de 25 % ce qui a aggravé l'insécurité alimentaire. Cinq ans après le début de la crise, la population vivant sous le seuil de d'extrême pauvreté continue d'augmenter pour atteindre 81,5 % en 2020 contre 72 % en 2013. Le pays a le niveau de malnutrition le plus élevée au monde (56 %), ce qui compromet également les perspectives de développement du capital humain du pays. La forte croissance démographique (taux de croissance de 3,1%) devrait aussi peser sur le pays dont la population devrait doubler d'ici 21 ans.

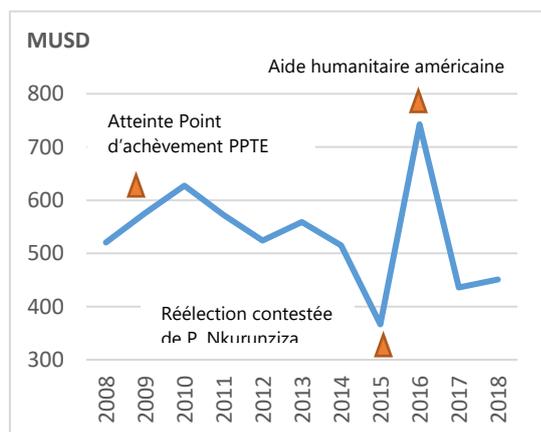
A moyen-terme, l'augmentation des activités des bailleurs dans le pays reste dépendant de i) l'amélioration des capacités d'absorption du pays, les carences des institutions étant un frein majeur à la mise en œuvre des projets, ii) la réduction des contrôles sur les missions humanitaires et iii) la volonté du nouveau président, E. Ndayishimiye élu en mai 2020 et du parti du président sortant, à se rapprocher de la communauté internationale pour sortir le pays de son isolement politique, économique et financier.

⁸ Le rapport *Elite Capture of Foreign Aid Evidence from Offshore Bank Accounts* date a été publié en février 2020.

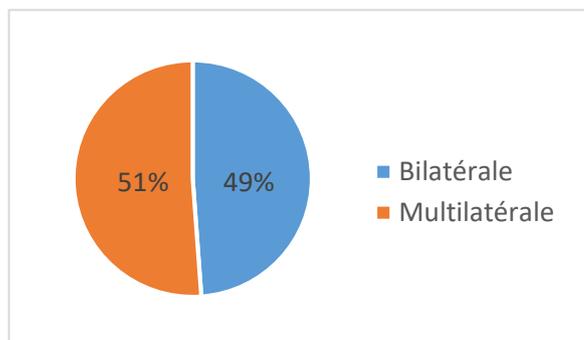
Profil de l'APD du Burundi (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : 14,8 % APD par habitant : 40,3 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : élevé

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulées Milliards USD	Part dans l'APD totale
Etats-Unis	585	23 %
UE	295	12 %
BM	263	10 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Infrastructures et services sociaux (55 % de l'aide reçue)
-  Agriculture, sylviculture, pêche (13 %)
-  Aide humanitaire (12 %)

Soutien au Plan de Transition pour l' Education

En réponse à la dégradation de la qualité de l'enseignement, le Plan de Transition pour l'Education (2018-2020) a été formulé par le Ministère de l'Education en concertation avec les bailleurs. L'AFD, dont l'éducation est le secteur prioritaire au Burundi, soutient cette stratégie. **Le projet vers une éducation de qualité pour tous permettra la construction et l'équipement de salles de classe afin d'améliorer la capacité d'accueil et l'encadrement pédagogique (formation d'enseignants, d'inspecteurs, etc.), en particulier dans 1^{er} cycle (6 à 9 ans).** Il est financé par le Partenariat Mondial pour l'Education (21,9 MEUR de subventions déléguées à l'AFD) et par l'AFD à hauteur de 4 MEUR.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

Avec la Tanzanie, le Burundi est l'un des seuls pays de la zone AEOI à ne pas avoir pris des mesures strictes pour endiguer la pandémie. En mai 2020, en pleine crise, trois experts de l'OMS ont été accusés d'ingérence dans les affaires internes du pays dans le cadre des élections générales maintenues, conduisant au renvoi du représentant résident de l'OMS.

Le Burundi a bénéficié d'un allègement du service de la dette du pays envers le FMI au titre du *Debt Relief CCRT* (17,96 SDR soit 11,7 % de la quote-part).

PMA - Érythrée

par le SE d'Addis Abeba

Une intervention des bailleurs très limitée dans ce pays fermé

Avec une APD totale nette de 84,2 MUSD en 2018, la présence des bailleurs en Érythrée est très limitée. Si des signaux semblaient témoigner d'une ouverture en 2018 (paix avec l'Éthiopie, participations aux assemblées de la BAD, de l'ONU, et accueil d'une mission du FMI), les multiples incidents diplomatiques couplés à un climat politique défavorable, découragent l'implication de la communauté internationale.

Malgré les besoins colossaux du pays, l'engagement des bailleurs reste limité. Avec 61 % de la population entre 15 et 64 ans au chômage, la pauvreté reste prégnante : le taux de pauvreté s'établissait en 2015 à 69 % et plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffre de malnutrition. **Malgré une légère hausse en 2018 (+ 6 %) avec 84,2 MUSD, l'APD du pays est faible. la majorité de l'aide provenait de bailleurs multilatéraux (69 %)**, aux premiers rangs desquels le Fonds mondial pour la santé (17 MUSD) et les Nations unies (15 MUSD). Les financements bilatéraux sont faibles : seuls les Émirats Arabes Unis ont octroyé un montant d'aide significatif en 2018 (10 MUSD). L'APD bilatérale française en 2018 totalisait 0,5 MUSD (0,47 MUSD en 2017), faisant de la France le 10^{ème} bailleur bilatéral de l'Érythrée.

Des relations avec les bailleurs caractérisées par des incidents diplomatiques et une faible capacité d'absorption. Après un « incident diplomatique »⁹, la BM a depuis 2009, dû cesser ses engagements en Érythrée, les efforts récents ayant été suspendus par le gouvernement en janvier 2020¹⁰. De même, la BAD, avait suspendu ses actions en 2006 avant de les reprendre timidement à compter de 2009. La dotation (en dons) octroyée par l'UE en Érythrée dans le cadre du 11^{ème} FED (2016-2020) s'élève à 180 MEUR. Elle n'a cependant fait l'objet d'aucun décaissement jusqu'en mars 2019, lors de la mise en place de l'*Emergency Trust Fund for Africa*¹¹.

L'Érythrée a enregistré de mince progrès socioéconomiques et reste parmi les derniers du classement l'IDH. Selon le rapport annuel du PNUD publié en octobre 2020, le pays se classe au 182^{ème} rang sur 189 selon l'IDH avec un score de 0,434. La durée moyenne de scolarisation serait passée de 3,8 ans en 2010 à 5 ans en 2018 ; l'espérance de vie à la naissance s'est accrue de 16,4 années entre 1990 et 2018 (atteignant 65,7 ans) ; le RNB brut est très difficile à estimer, du fait de la faible fréquence des échanges avec le FMI. Ce dernier a notamment été massivement réévalué en 2019, passant de 6 à 2 Mds USD. Par habitant, il serait donc de 567 USD/an en 2019.

Si la normalisation des relations avec l'Éthiopie en 2018 avait constitué un espoir d'ouverture internationale, la plupart des bailleurs sont limités dans leurs actions. Ils évoquent l'impossibilité de contractualiser leurs engagements en raison du refus du gouvernement érythréen de répondre aux conditionnalités imposées par ces derniers. En effet, le pays refuse de mettre en œuvre les réformes proposées en matière de droits civils, politiques, sociaux et culturels. Le gouvernement continue de pratiquer des détentions arbitraires, du travail forcé au sein du « service national »¹² et limite les libertés fondamentales (expression, association et religion).

⁹ Suite à ce qui a été perçu comme une entorse protocolaire – une réponse du vice-président Afrique de la Banque et non pas de son président à un courrier émanant du président érythréen –, les autorités ont enjoint la Banque à quitter Asmara en 2009 et ont cessé de rembourser ses prêts.

¹⁰ Le programme de la Banque en Érythrée consiste actuellement en un nombre limité d'expertises techniques et en aucune opération.

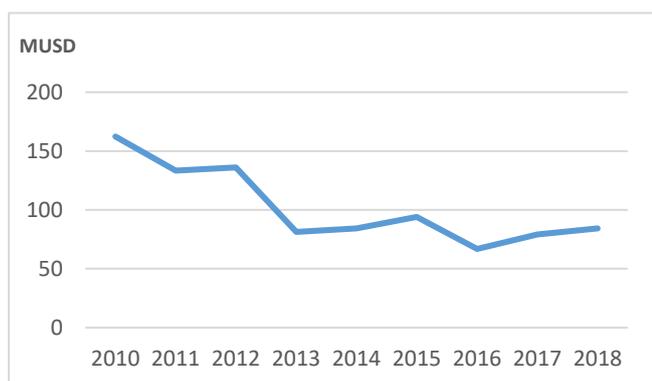
¹¹ Les fonds ont ainsi été réalloués comme suit : infrastructures (routes et énergie) (80 M EUR dont 20 MEUR déjà déboursé), la création d'emploi dans l'agriculture (30 MEUR), le développement de statistiques macroéconomiques (5 MEUR), les réformes économiques (5 MEUR), l'engagement de la diaspora dans le développement national (5 MEUR), l'amélioration du système judiciaire (5 MEUR), le soutien pour la mise en œuvre des recommandations UPR (Universal Periodic Review – 5 MEUR) et le soutien du secteur de la santé (6,6 MEUR).

¹² Le service national, instauré depuis 1995, est obligatoire dès 18 ans pour les hommes et les femmes pour une durée indéterminée.

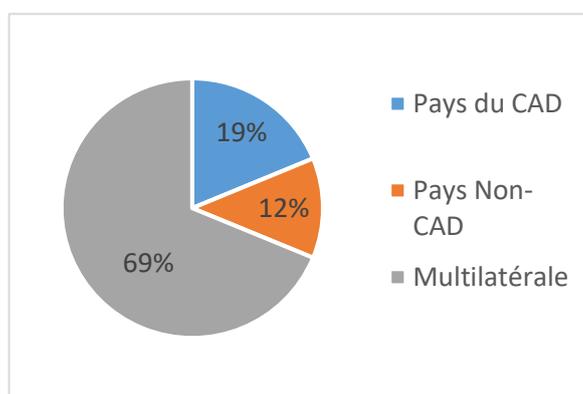
Profil de l'APD de l'Érythrée (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : n.c. APD par habitant : n.c.	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : n.c

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2010 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée MUSD	Part dans l'APD totale
Fonds mondial	77,7	24 %
Nations Unies	97,7	19 %
Emirats Arabes-Unis	64,4	16 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

	Infrastructures et services sociaux (40 % de l'aide reçue)
	Education (24 %)
	Aide humanitaire (28 %)

Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'UE

L'UE a octroyé trois subventions d'un montant total de 95 MEUR à l'Érythrée, au titre du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique :

- 30 MEUR pour la création d'emplois agricoles durables et le renforcement de la sécurité alimentaire
- 60 MEUR pour la deuxième phase du projet de réhabilitation des routes entre l'Érythrée et l'Éthiopie
- 5 MEUR pour le renforcement des dispositifs statistiques et macroéconomiques nationaux, actuellement déficients.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

L'Érythrée a refusé l'envoi d'équipements médicaux et kits de dépistage proposée par la Fondation Jack Ma. Néanmoins, depuis l'annonce du premier cas le 21 mars, **l'UNICEF a fourni une aide en nature**. Ainsi, plus de 12 000 bouteilles de désinfectants et 86 000 barres de savon pour les mains ont été produits localement et distribués. Par ailleurs, 270 messages d'intérêt public ont été diffusés à la télévision et radio nationales ainsi que trois numéros verts mis en place. Enfin, **l'UE a accordé une aide d'urgence sanitaire de 6,6 MEUR, dans le cadre de l'initiative Team Europe**. Les décaissements tardent cependant en raison des lenteurs des autorités locales.

PMA - Éthiopie

par le SE d'Addis Abeba

L'Éthiopie, premier récipiendaire d'APD en Afrique

L'Éthiopie est aujourd'hui le 1^{er} bénéficiaire d'APD nette en Afrique sub-saharienne et le 3^{ème} au monde derrière la Syrie et le Yémen, avec une APD total nette de 4,9 Mds USD en 2018. L'arrivée du Premier ministre Abiy au pouvoir en 2018 et son discours réformateur ont conduit les bailleurs à encore davantage se mobiliser.

L'action des bailleurs suit les différentes stratégies du gouvernement, les plans quinquennaux *Growth and Transformation Plans* jusqu'à 2020, et le *Homegrown Economic Reforms* à partir de 2019. Elle s'appuie sur la volonté de réforme économique du gouvernement, la libéralisation d'un certain nombre de secteurs et sur le rééquilibrage des comptes externes.

Sur la décennie écoulée, l'Éthiopie est devenue un bénéficiaire incontournable de l'APD, reflet de son rôle de stabilisateur dans la région et de sa forte capacité d'absorption. Le premier bailleur du pays est la Banque mondiale avec plus de 40 % de l'aide versée en 2018 (2,1 Mds USD), soit un doublement par rapport à l'année précédente à la faveur de l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Abiy. L'Éthiopie a bénéficié de la plus importante enveloppe au niveau mondial sous IDA18 (4,7 Mds USD) et de la seconde en Afrique sub-saharienne sous IDA19 (5,3 Mds USD). La Banque mondiale intervient dans l'ensemble des secteurs et fait office de moteur pour le reste de bailleurs. USAID constitue le second bailleur (21 % de l'APD nette au cours des cinq dernières années) et affiche ses priorités dans les secteurs de la modernisation de l'économie, de la santé et de l'assainissement et de la réponse aux crises humanitaires.

L'appui des bailleurs a permis une baisse rapide le taux de pauvreté, de 30 % en 2011 à 24 % en 2016. Pour autant, les 10 % des plus pauvres, vivant en majorité dans les zones rurales, n'ont pas vu leurs revenus augmenter depuis 2005, ce qui les a conduits à se trouver dans une situation plus précaire en 2016 que dix ans auparavant. Alors que 75 % de la population continue de vivre de l'agriculture, le taux de pauvreté en zone rurale s'élève à 26 % en 2016 (15 % dans les villes). Le PIB par tête – 961 USD en 2019 – reste faible du fait de la croissance démographique (2,6 % par an), alors que la croissance demeure très peu inclusive - le coefficient Gini est passé de 0,3 en 2004 à 0,35 en 2015.

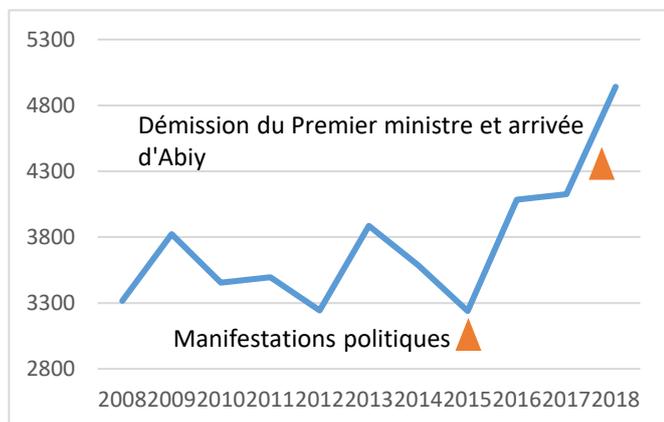
L'Éthiopie est classée dans la catégorie des pays les moins avancés et affiche un risque de surendettement élevé. A ce titre, 63 % de l'aide décaissée correspond à des subventions. En raison du non-respect par l'Éthiopie de la limite d'endettement non-concessionnelle et de retards de déclaration de ces derniers, la Banque mondiale a imposé des sanctions. De ce fait, la moitié des enveloppes IDA Éthiopie correspondent à des prêts concessionnels alors que le statut du pays pourrait lui permettre de bénéficier intégralement de subventions. En revanche, la très grande capacité d'absorption institutionnelle éthiopienne permet d'absorber l'aide apportée par les bailleurs.

Néanmoins, des difficultés émergent depuis quelques mois sur le front des décaissements. En effet, l'Éthiopie constitue également le 2^{ème} débiteur de la Chine (11,7 Mds USD de prêts octroyés depuis 2007/08) sur le continent Africain derrière l'Angola et doit désormais faire face à ses engagements financiers. A ce titre, plusieurs décaissements d'appuis budgétaires sont actuellement en attente de rééchelonnements des dettes bilatérales par les créiteurs hors Club de Paris.

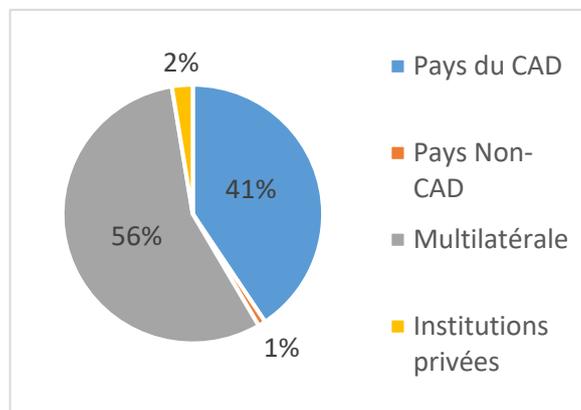
Profil de l'APD de l'Éthiopie (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : oui
APD en part de RNB (BM, 2018) : 5,9 % APD par habitant : 45,1 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : élevé

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée Milliards USD	Part dans l'APD totale
BM	5,9	30 %
Etats-Unis	4,1	21 %
Royaume-Uni	2,3	12 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Infrastructures et services sociaux (37 % de l'aide reçue)
-  Aide humanitaire (25 %)
-  Agriculture, sylviculture et pêche (12 %)

Appui budgétaire aux réformes (BM)

La BM est engagée dans un programme d'appui budgétaire en soutien aux réformes économiques de trois ans dont les 2 premières tranches ont déjà été décaissées (1,95 Md USD). L'incertitude subsiste quant au calendrier du décaissement de la 3^{ème} tranche qui vise 500 MUSD et devrait clôturer ce programme (qui pourrait être suivi d'un 2nd). Ce programme entend : (i) maximiser le financement pour le développement, (ii) améliorer le climat des affaires et développer le secteur financier, (iii) renforcer la transparence publique et la comptabilité nationale.

L'AFD soutient également ces réformes grâce à un appui budgétaire (85 MEUR) et un programme d'assistance technique (15 MEUR).

APD reçue dans le cadre de la Covid19

L'Éthiopie a bénéficié de 2,1 Mds USD d'appuis budgétaires en réponse à la crise de la Covid-19 – sans conditionnalité – des principaux bailleurs entre mars et juin 2020. La BM a contribué à hauteur de 996 MUSD, le FMI de 411 MUSD, la BAfD de 160 MUSD et l'Allemagne de 131 MUSD. Au total, le gouvernement estimait à fin juin 2020, le besoin de financement lié à la crise à 4,5 Mds USD. Le DPO d'urgence de la BM (500 MUSD) demeure à ce stade bloqué (*cf supra*). L'AFD devrait contribuer à hauteur de 70 MEUR dans le cadre d'un programme conjoint avec l'UE pour la défense de l'emploi et la préparation d'une reprise durable fondée sur le développement des PME et le travail décent.

PMA - Madagascar

par le SE de Tananarive

Un engagement croissant des bailleurs envers les secteurs prioritaires et l'appui au secteur privé

Sur la décennie écoulée, l'engagement des bailleurs à Madagascar est en croissance continue et se poursuit en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire. Cet engagement est néanmoins ralenti par les difficultés liées au décaissement de l'aide-projet, à la soutenabilité des finances publiques et à l'environnement des affaires.

L'action des bailleurs à Madagascar soutient le Plan Emergence de Madagascar (PEM) 2019-2024.

En cours de finalisation, ce programme quinquennal d'un montant total évalué à 17,8 Mds EUR s'appuie sur des investissements publics massifs dans les infrastructures, en particulier routières et transports multimodaux (47% du total, 8,3 Mds EUR) et dans l'énergie (24% soit 4,3 Mds EUR), le développement du capital humain (7%, 1,3 Md EUR) et l'agriculture (6%, 1,1 Md EUR).

Madagascar est actuellement le 25^{ème} bénéficiaire d'APD nette en Afrique sub-saharienne avec une APD totale nette de 586 MEUR en 2018.

Le 1^{er} bailleur du pays est la BM dont le portefeuille actuel de 1,4 Mds EUR est dirigé vers (i) les secteurs sociaux et la promotion du capital humain (ii) l'appui au développement rural (iii) l'appui au secteur de l'énergie et (iv) la gouvernance des finances publiques. La BAD, 2^{ème} bailleur, a un portefeuille actif de 497 MEUR avec des projets dans le transport, l'agriculture et l'énergie. L'UE est le 3^{ème} bailleur à travers le Programme Indicatif national 2014-2020 (492 MEUR), s'orientant dans les secteurs des infrastructures, développement rural et le renforcement des politiques publiques.

L'action de l'AFD atteint en moyenne 30 MEUR de prêts et 15 MEUR de dons par an. Le cadre d'intervention pays 2015-2019 est centré sur le développement urbain, l'agriculture et l'environnement, l'enseignement secondaire et la formation professionnelle et l'appui au secteur privé.

Selon la BM, malgré le potentiel prometteur du pays, l'écrasante majorité des Malgaches sont pauvres et la plupart de cette majorité vit dans la pauvreté extrême. Le taux de pauvreté a légèrement reculé de 77,8% à 75% de la population entre 2012 et 2019. La concentration des investissements dans les secteurs des infrastructures, services sociaux, les transports et l'éducation a permis d'améliorer de manière décisive les conditions de vie de la population. Le taux de pauvreté du pays reste néanmoins nettement supérieur à la moyenne en Afrique subsaharienne (40,2%). Les inégalités entre les niveaux de vie urbains et ruraux ainsi que des disparités géographiques restent élevées.

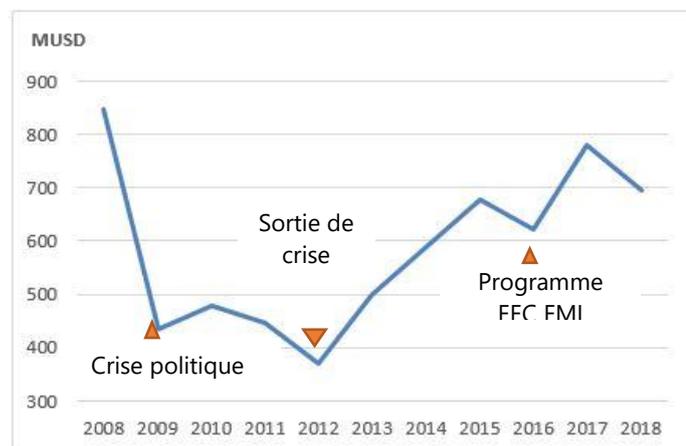
Madagascar bénéficie d'une aide majoritairement concessionnelle (60% de dons) pour plusieurs raisons : (i) si le pays dispose d'une certaine capacité d'endettement externe, la capacité à mobiliser les recettes fiscales reste limitée (ii) l'UE intervient surtout à travers des don, et la BM intervient via des prêts AID (iii) le pays s'est conformé aux recommandations du FMI en matière d'endettement non concessionnel dans le cadre du programme de facilité élargie de crédit (FEC) entre 2016 et 2020 (iv) la mise en œuvre des projets financés sur prêts tarde en général à se concrétiser. L'engagement des bailleurs est néanmoins freiné par les capacités institutionnelles et opérationnelles perfectibles du pays ainsi qu'un environnement des affaires peu propice aux IDE, selon le classement *Doing business* (161^{ème} en 2020).

Le modèle de développement basé sur des investissements publics montre ses limites. Le FMI a dégradé le risque de non-soutenabilité de la dette de Madagascar de « faible » à « modéré » en juillet 2020, ce qui a conduit les principaux partenaires à recommander la signature d'un nouveau programme FMI en 2021 afin d'instruire leurs futurs appuis budgétaires. Les bailleurs concentrent leurs projets sur les secteurs prioritaires ou en mobilisant des aides budgétaires. D'autres se positionnent sur l'appui aux projets initiés par le secteur privé, qui tardent à se concrétiser.

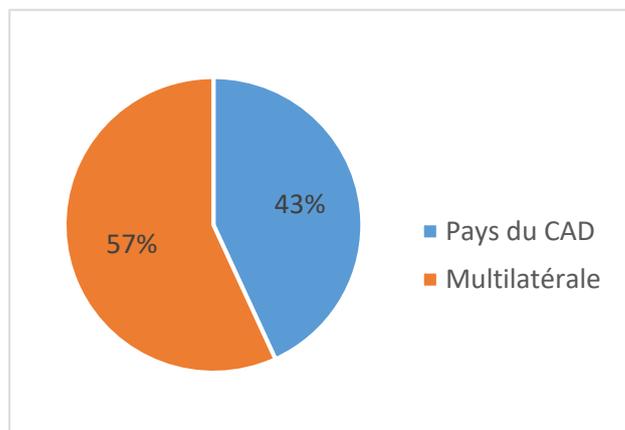
Profil de l'APD de Madagascar (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : 5,1 % APD par habitant : 26,3 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : modéré

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulées Millions USD	Part dans l'APD totale
BM	651	19 %
Etats-Unis	520	15 %
UE	462	14 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Infrastructures et services sociaux (33 % de l'aide reçue)
-  Transports et communication (23 %)
-  Education (11 %)

Concession sur les aéroports internationaux

En 2015, un appel d'offres international a attribué la concession de deux aéroports internationaux (Ivato et Nosy-Be) au consortium privé *Ravinala Airports* (Méridiam, Bouygues, Colas, ADP). L'objectif est d'augmenter la capacité d'accueil de 1,5 à 1,8 million de passagers par an. *Ravinala Airports* a déjà réalisé la construction d'un nouveau terminal international à Ivato. L'extension des pistes d'atterrissage et la réhabilitation du terminal de Nosy Be sont en cours d'achèvement. L'investissement du consortium atteint 215 MEUR. Ces investissements sont financés par la SFI, Proparco, *Emerging Africa Infrastructure Fund* (composé notamment de UKAid et SIDA) et du fonds de l'OPEP pour le Développement.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

En réponse aux besoins engendrés par la crise de la Covid-19, **Madagascar a bénéficié de 621 MEUR de soutiens budgétaires – sans conditionnalité – des principaux bailleurs entre mars et août 2020**. Les besoins de financement externe supplémentaires liés à la crise en 2020 ont été évalués à 532 MEUR en juillet par le FMI. Le pays a ainsi reçu : deux facilités de crédit rapide du FMI de 288 MEUR en avril et juillet 2020, 147 MEUR de la BM dont un prêt d'urgence de 63 MEUR en août, 38 MEUR en juillet de la BAD, 21 MEUR de l'UE dont 11 MEUR qui seront versés en 2021, et 15 MEUR de l'AFD au titre d'un prêt de contingence en attente de décaissement.

PMA - Ouganda

par le SE de Kampala

Une aide concessionnelle importante qui évolue avec la montée en puissance de nouveaux donateurs

L'Ouganda, 7^{ème} bénéficiaire d'APD en Afrique Sub-Saharienne, bénéficie d'une aide majoritairement sous forme de subventions ou prêts bonifiés. La montée en puissance des financements des nouveaux partenaires, en soutien à des projets spécifiques, réduisent cependant la concessionnalité des aides reçues. Face à l'accroissement de l'endettement public, le financement des grands projets prévus du plan national, devra reposer sur de nouvelles sources en complément de l'APD.

L'action des bailleurs en Ouganda soutient la stratégie nationale de développement, Vision 2040, adoptée en 2007 et adossée à 6 *National Development Plan* (NDP) quinquennaux successifs. Elle vise à atteindre un PIB/hab de 9500 USD d'ici 2040. Le NDP 2020/21-2024/25 vise le développement de l'agriculture, le tourisme, le développement de l'industrie minière et pétrolière et de l'industrie manufacturière, soutenue par le développement du capital humain et des infrastructures (transport, énergie, TIC, ...).

Entre 2002 et 2018, le pays a reçu plus de 16 Mds USD d'APD. Sur 2015-2018, l'Ouganda est le 7^{ème} bénéficiaire en Afrique Sub-Saharienne, avec une APD moyenne reçue de 1,8 Md USD. Sur 2017-2018, les principaux donateurs sont les Etats-Unis (38 %), l'AID (15 %) et le Royaume-Uni (10 %). L'UE se place 5^{ème} (8 %) et la France 8^{ème} (3,75 %). L'APD est principalement destinée aux programmes santé/Population, (39 %), l'aide humanitaire (26 %, l'Ouganda accueillant plus de 1,5 millions de réfugiés) et les infrastructures et services sociaux (12 %). Sur les 15 dernières années, la forme des financements a connu un changement important, avec l'émergence de la Chine et l'Arabie Saoudite, dont la contribution est respectivement estimée à 6,6 % et 0,3 % de l'APD reçue (selon les données nationales). S'y ajoutent les prêts commerciaux de la Chine (14,7 %).

L'APD a contribué à la réalisation de certains objectifs de développement. La proportion de personnes dont le revenu est inférieur à 1USD/jour a été réduite de moitié entre 1990 et 2015. Cependant, le taux de pauvreté extrême est passé de 19,7 % en 2013 à 21,4 % en 2017, atteignant 57 % des moins de 15 ans. Par ailleurs, les disparités spatiales et la pauvreté non monétaire demeurent importantes, malgré des progrès significatifs (le taux d'électrification était de 22 % en 2018, et seulement de 10 % en zone rurale).

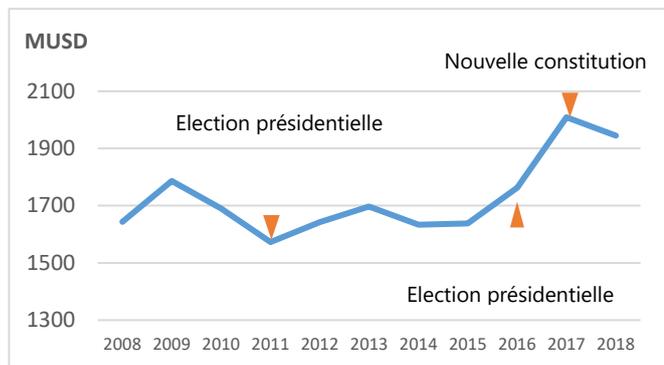
PMA, l'Ouganda bénéficie d'une aide très concessionnelle de la part des donateurs du CAD-OCDE, principalement sous forme de don (UE, USAID, DFID) ou de prêts concessionnels (AID, AFD). La part d'aide budgétaire a été considérablement réduite en raison de problèmes de gouvernance. Les partenaires privilégient désormais l'aide projet ou sectorielle, mais se heurtent à la faible capacité d'absorption.

Du fait des marges de manœuvre budgétaires limitées (déficit de 6 % en 2020 et 6,6% en 2021) et de l'endettement public, le gouvernement devra solliciter différents canaux pour financer ses grands projets. Les investissements prévus dans le NDP 2020-25 seraient financés à 62 % par l'Etat et ses partenaires et à 38 % par le secteur privé. Le gouvernement entend favoriser une réorientation des fonds de la diaspora (1,4 Mds USD en 2017/18) vers les projets d'investissements, et en recourant davantage à des financements mixtes.

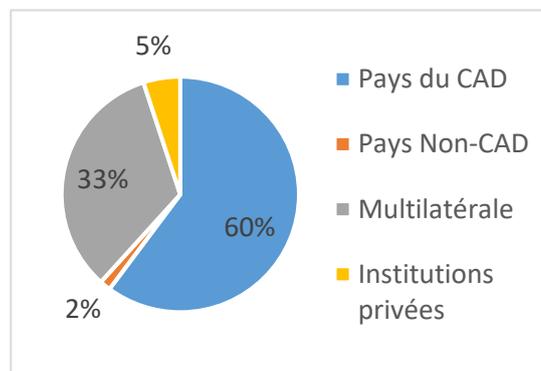
Profil de l'APD de l'Ouganda (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : 7,3 % APD par habitant : 45,4 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : faible

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée MUSD	Part dans l'APD totale
Etats-Unis	2 670	30
BM	969	11
Royaume-Uni	797	9

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Infrastructures et services sociaux (58 % de l'aide reçue)
-  Aide humanitaire (13 %)
-  Agriculture, sylviculture et pêche (7 %)

L'irrigation for Climate Resilience Projet

L'Irrigation for Climate Resilience Project vise à permettre aux agriculteurs de faire face à la variabilité climatique et augmenter leur rendement, l'intensification et la diversification de leurs cultures, vers plus de valeur ajoutée. Il sera financé par un prêt de l'AID (38 ans dont 6 de grâce) à hauteur de 169,2 MUSD et par une contribution de l'Etat de 20,9 MUSD. Il se structure autour de 3 composantes : i) services d'irrigation (129,8 MUSD ii) services de soutien à la production agricole et au développement de la chaîne de valeur (50 MUSD) et iii) renforcement institutionnel et soutien à la mise en œuvre (10,3 MUSD).

APD reçue dans le cadre de la Covid19

En réponse aux besoins engendrés par la crise de la Covid-19, l'Ouganda a bénéficié, en mai et juin, de l'appui financier du FMI et de la BM pour soutenir le budget et la balance des paiements. **L'Ouganda a ainsi reçu un prêt de 491,5 MUSD sur la Facilité de crédit rapide du FMI et 300 MUSD de la BM.** Plusieurs partenaires multilatéraux (BM, PNUD) et bilatéraux (USAID, DFID, Suède) apportent leur soutien sous forme d'aide-projet, par l'octroi de subvention ou la réaffectation de fonds déjà disponibles. Ces aides visent notamment à atténuer l'impact de la crise sur le secteur de la santé, les revenus des personnes et l'activité économique.

PMA - Rwanda

par l'Ambassade de France au Rwanda

2020 : le retour de la France dans le paysage des bailleurs

Le Rwanda est aujourd'hui le 7^e bénéficiaire de l'APD dans la région AEOI, avec un soutien crucial des bailleurs à la stratégie de développement ambitieuse du pays.

L'action nationale des bailleurs au Rwanda soutient la stratégie nationale Vision 2050, qui a pour ambition (hors de portée) de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2035 et un pays à revenu élevé d'ici 2050. Cette stratégie, publiée en 2020, repose sur cinq piliers : (i) le développement humain (ii) la compétitivité et intégration régionale (iii) une agriculture à valeur ajoutée (iv) l'urbanisation (v) une bonne gouvernance.

Le Rwanda est, historiquement, un bénéficiaire important de l'APD. Sur la décennie écoulée, l'aide est stable autour de 1,2 Md USD par an, hormis en 2012 suite à des tensions politiques avec les partenaires internationaux. Le 1^{er} bailleur du pays sur les cinq dernières années est la BM, qui représente 22 % de l'aide versée au pays, dont la majorité vise l'énergie, la transformation agricole et l'éducation. Les Etats-Unis sont le 2^e donneur, dont la grande majorité de l'aide est dédiée à la santé, suivie de l'éducation et de l'agriculture. Enfin, la Grande-Bretagne est le 3^e plus grand donneur au Rwanda, avec pour secteurs prioritaires l'éducation et l'agriculture. **L'AFD était absente du Rwanda jusqu'à 2020, année durant laquelle ses engagements s'élèvent à environ 130 MEUR, ce qui positionnera la France comme un des partenaires majeurs du pays.** L'AFD s'est ainsi positionnée sur l'énergie, la santé, l'éducation et le sport.

L'appui des bailleurs à la stratégie nationale s'est traduit par de réels progrès de développement. Selon les statistiques nationales, le taux de pauvreté est passé de 45 % en 2011 à 38 % en 2017. L'accès aux infrastructures s'est également amélioré, particulièrement en termes d'accès à l'énergie : en 2014, 21 % de la population avait accès à l'électricité contre 56 % actuellement. Malgré des efforts de développement rural, les inégalités entre ruraux et urbains sont encore très fortes : le taux de pauvreté enregistré à Kigali était de 14 %, contre entre 37 et 47 % dans les provinces rurales.

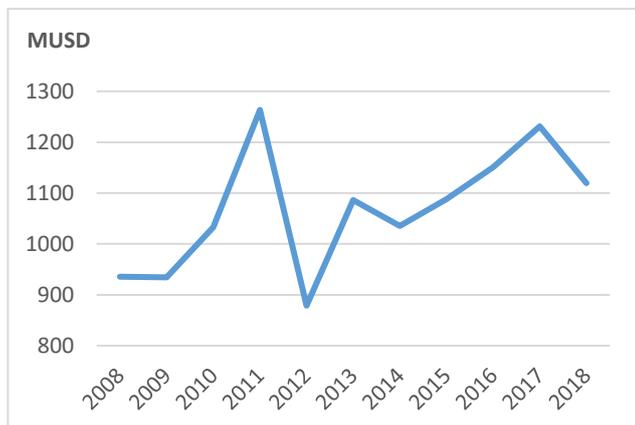
En tant que PMA, le Rwanda bénéficie d'une aide très concessionnelle. En effet, certains bailleurs majeurs n'interviennent qu'en dons (USAID, DFID, UE) : ils représentent 67 % de l'APD sur les cinq dernières années. Par ailleurs, jusqu'à sa dégradation en juin 2020, le risque de non-soutenabilité était « faible » permettant l'accès aux prêts, dont les taux sont très concessionnels. Enfin, l'écosystème est fortement concurrentiel : en effet, le pays a une forte capacité institutionnelle et opérationnelle, ce qui encourage les bailleurs à financer les projets proposés par le gouvernement.

Alors que la part des dons dans l'APD au Rwanda se réduisait jusqu'alors régulièrement et progressivement, la dégradation du risque de non-soutenabilité à « modéré » met en risque le modèle de développement basé sur des investissements publics. En effet, cette dégradation pourrait contrarier l'accès aux prêts, mettant en question les grands projets publics et notamment le projet emblématique de l'aéroport de Bugesera, qui requiert un investissement public de 360 MUSD entre 2021 et 2025.

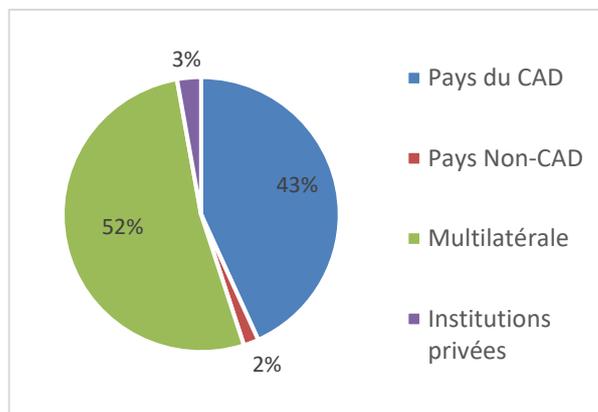
Profil de l'APD du Rwanda (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PMA	Programme FMI en cours : oui
APD en part de RNB (BM, 2018) : 12,0 % APD par habitant : 91,0 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : modéré

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée MUSD	Part dans l'APD totale
BM	1 257	22 %
Etats-Unis	878	16 %
Royaume-Uni	476	8 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Autres infrastructures et services sociaux (48 % de l'aide reçue)
-  Agriculture, sylviculture et pêche (13 %)
-  Education (12 %)

Le développement urbain de Kigali (BM)

La BM co-finance, à hauteur de 255 MEUR, les deux projets successifs (2016-2021 puis 2021-2025) de développement urbain de Kigali et des six villes secondaires d'un montant total de 286 MEUR. Ces deux projets visent à améliorer l'accès aux services de base, améliorer la résilience et renforcer la planification et la gestion urbaine à travers l'amélioration de la prévention du risque d'inondations et le développement d'infrastructures variées.

Ce projet représente une opportunité pour les entreprises françaises disposant d'un savoir-faire en lien avec la thématique de la ville durable.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

Les bailleurs internationaux se sont mobilisés afin d'appuyer le Rwanda dans sa réponse à la crise sanitaire et économique, face à ses besoins de financement accrus. **Ainsi, le FMI a décaissé 220 MUSD au titre de la Facilité de crédit rapide, et a annulé 23 MUSD de service de la dette (CCRT).** Par ailleurs, la BAD a accordé un prêt concessionnel multisectoriel de 98 MUSD pour réduire les impacts de la pandémie. La BM contribue au plan de réponse sanitaire avec un prêt concessionnel de 14 MUSD, et apporte un soutien budgétaire global de 56 MUSD. Enfin, l'UE a reconverti 50 MEUR de Fonds Européens de Développement en appui budgétaire au plan de protection sociale en réponse à la pandémie.

PRI-TI - Comores

par le SE de Tananarive

La France, premier bailleur de l'Union des Comores

Sur la décennie écoulée, l'engagement des bailleurs aux Comores est massif et devrait se renforcer dans le contexte de la crise sanitaire. Les difficultés croissantes liées à l'instabilité institutionnelle, à la dégradation de la soutenabilité des finances publiques et à la faible capacité à absorber les chocs macroéconomiques et climatiques ralentissent la mise en œuvre des projets.

L'économie de l'archipel de 900 000 habitants est très peu diversifiée, minée par la faiblesse des infrastructures et les difficultés de gouvernance qui pèsent sur l'environnement des affaires. Elle est dominée par des acteurs de petite taille relevant surtout du secteur informel. Les services contribuent le plus à la croissance (55 % du PIB, en nette augmentation depuis 10 ans), correspondant principalement à l'administration, aux télécommunications, au tourisme (diaspora) et au petit commerce. **L'action des bailleurs aux Comores soutient le Plan Comores Emergent 2030 décliné dans la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D) 2018-2021.** Le SCA2D vise l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique, des infrastructures et l'attraction durable des investissements privés.

Bien que 45^{ème} bénéficiaire d'APD nette en Afrique sub-saharienne sur 49 pays avec 76 MEUR en 2018, le pays est dépendant de l'aide. Selon le FMI, l'APD finance 55 % du budget de l'Etat comorien en 2020. L'APD reçue représente 87 EUR par hab. Le 1^{er} bailleur du pays est l'AFD sont les financements s'élèvent à 104 MEUR entre 2014 et 2018. L'AFD intervient dans cinq domaines d'intervention: la santé, l'eau, l'environnement et le climat, l'appui au secteur financier et privé et l'éducation. La BM, 2^{ème} bailleur, a financé 48 MEUR sur la même période et a fondé sa stratégie pays 2017-2020 sur i) l'entrepreneuriat et la compétitivité ; ii) l'énergie ; iii) la santé. L'UE est le 3^{ème} bailleur à travers le Programme Indicatif national 2014-2020 (68 MEUR ensuite ramenés à 22 MEUR) concentrés sur la gestion des finances publiques, la formation et l'insertion professionnelle et l'intégration régionale. **Compte tenu de la taille de l'archipel, la place des Comores dans le portefeuille bailleurs est peu significative (0,1 % en Afrique subsaharienne).**

Structurellement, les progrès en matière de développement sont contraints par la faiblesse du capital humain. Le taux de pauvreté est resté de l'ordre de 19-20% de la population entre 2014 et 2018, néanmoins toujours nettement inférieur à la moyenne d'Afrique subsaharienne (40 %). La concentration des investissements dans l'éducation, les secteurs des infrastructures et services sociaux, et l'aide alimentaire n'a pas permis d'améliorer de manière significative les conditions de vie de la population. **Les inégalités de revenus (partiellement compensés par les transferts de la diaspora comorienne) ainsi que les disparités géographiques entre les îles de l'archipel restent élevées.**

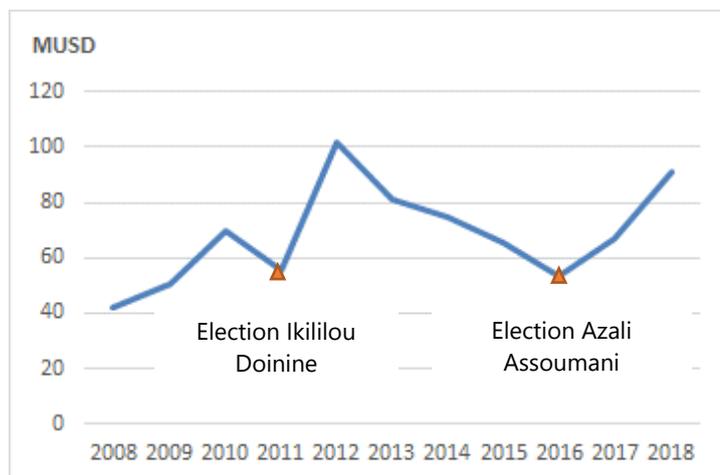
L'APD dont bénéficie le pays est à 91 % constituée de dons pour les raisons suivantes : i) le risque de surendettement est modéré mais la capacité à absorber les chocs (catastrophes naturelles, dépréciation du taux de change), à mobiliser les recettes internes, et à augmenter les exportations reste limitée ; ii) le pays s'est conformé aux recommandations du plafond d'endettement non concessionnel fixé à 25 MUSD par la Banque Mondiale ; iii) l'écosystème des bailleurs est insuffisamment concurrentiel. La faible capacité institutionnelle et opérationnelle du pays est un frein à la mise en œuvre des projets.

Le modèle de développement priorisant les secteurs peu productifs montre ses limites en raison du manque d'efficacité de la dépense publique. Le FMI a maintenu le risque de non-soutenabilité de la dette des Comores à « modéré » en juin 2020, ce qui inciterait une reprise plus rapide des engagements des bailleurs pour relancer l'économie. Les bailleurs concentrent leurs projets sur les secteurs prioritaires ou en mobilisant des aides budgétaires. Peu se positionnent sur l'appui secteur privé.

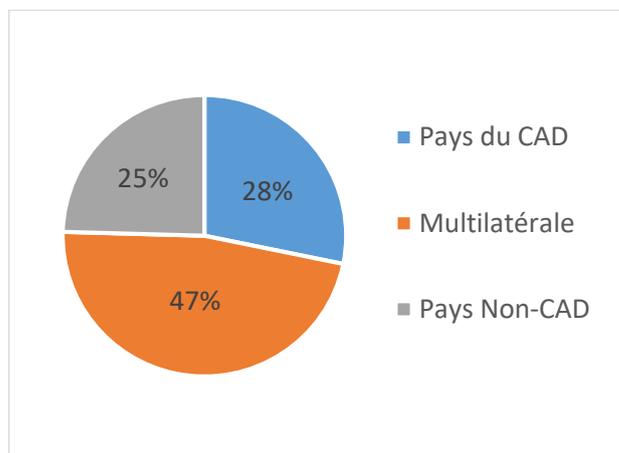
Profil de l'APD de l'Union des Comores (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PRI-TI	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : 7,3 % APD par habitant : 104 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : modéré

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée MUSD	Part dans l'APD totale
France	104	30 %
UE	52	15 %
BM	48	14 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Education (46 % de l'aide reçue)
-  Infrastructures et services sociaux (23 %)
-  Aide alimentaire (6 %)

Plan de Développement France-Comores

L'action de l'AFD aux Comores a été renforcée par la signature en juillet 2019 du Plan de Développement France-Comores (PDFC), pour un volume de 150 MEUR de subventions. Le PDFC vise à financer des actions répondant aux besoins immédiats des Comores en matière de développement économique et social, susceptibles d'offrir des perspectives d'avenir à la jeunesse comorienne, et de relancer la dynamique régionale de coopération avec Mayotte et La Réunion. Trois secteurs seront priorités : la santé (44 MEUR), l'insertion économique et sociale des jeunes (45 MEUR), la dynamisation du tissu économique générateur d'emplois durables (58 MEUR).

APD reçue dans le cadre de la Covid19

En réponse aux besoins engendrés par la crise de la Covid-19, l'Union des Comores a notamment reçu : **une facilité de crédit rapide et un instrument de financement rapide du FMI de 10 MEUR, 8 MEUR de l'AFD au titre de la réaffectation d'une partie des financements en cours d'exécution dans la lutte contre la Covid-19**, ainsi que 18 MEUR de la BAD en novembre 2020. La BM prévoit par ailleurs un appui sous la forme d'un guichet spécial de financement de ripostes à la crise de 38 MEUR pour 2020 et un appui de 4 MEUR au titre de l'Instrument d'exécution rapide.

PRI-TI - Djibouti

par le SE d'Addis Abeba

La présence des bailleurs à Djibouti reste limitée

Djibouti ne représente que le 34^{ème} bénéficiaire d'APD nette en Afrique sub-saharienne, derrière le Togo et la Gambie, avec une APD nette totale de 179 MUSD en 2018. La France demeure le premier bailleur du pays.

L'économie djiboutienne est très faiblement diversifiée, les services – en particulier les activités portuaires tirées par la demande éthiopienne – comptant pour environ 75 % du PIB. L'action des bailleurs soutient le programme de développement du pays baptisé Vision 2035 qui s'articule autour de cinq axes : i) paix et unité nationale, ii) bonne gouvernance, iii) économie diversifiée, iv) consolidation du capital humain et v) intégration régionale.

Djibouti constitue un bénéficiaire mineur de l'APD en valeur, notamment en raison de la taille de sa population (1 million d'habitants). Ainsi, le pays a reçu en moyenne 158 MUSD par an d'APD nette au cours de la décennie écoulée (179 MUSD en 2018), dont les trois quart provient des bailleurs bilatéraux, au premier rang desquels la France. En effet, **l'APD française a représenté 27 % de l'aide versée sur les cinq dernières années, suivie du Koweït (11 %).** Coté multilatéral, les institutions de l'UE sont le principal contributeur avec 12 % de l'APD nette versée entre 2014 et 2018. Avec l'AFD, la Délégation de l'UE, la BM, la JICA et USAID, les institutions des Nations Unies sont les seuls bailleurs à disposer d'une représentation sur place. **En dépit de son statut de PRI-TI, Djibouti bénéficie à 66 % d'une APD en dons, et d'un accès à l'IDA du fait de sa petite taille¹³.** Pour rappel, Djibouti demeure depuis 2016 en situation de risque élevé de surendettement de sa dette publique. Ainsi, l'UE prévoit une enveloppe de 105 MEUR pour la période 2014-2020 intégralement en dons, de même que le Fonds mondial (16,5 MUSD) ou encore l'AFD, JICA, la Turquie et les UN interviennent en dons. A contrario, la BM, la BAD, le Fonds koweïtien, le FADES interviennent principalement en prêts.

Les interventions de l'AFD sur la période 2017-2021 sont axées sur la contribution à un développement durable et inclusif de Djibouti. L'agence oriente son intervention autour de trois objectifs: i) favoriser la diversification de l'économie, améliorer sa compétitivité et son ancrage régional (transition énergétique et numérique, transition politique), ii) contribuer au renforcement du capital humain (transition démographique et sociale) et iii) promouvoir le développement de villes durables (transition territoriale et écologique). En 2019, les décaissements de l'AFD à Djibouti se sont élevés à plus de 10 MEUR, contre 5,7 MEUR en 2008, et les engagements nouveaux en subvention ont totalisé 28 MEUR. **La présence à Djibouti de la plus grande base militaire française (en contingent) hors de France est alimentée aussi l' APD via une forte coopération militaire déployée par le Ministère de la Défense.**

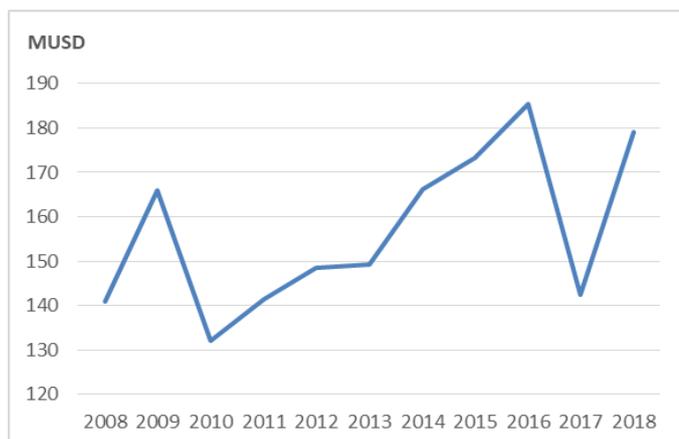
La contribution des bailleurs n'a pas permis de constater de progrès sociaux significatifs ces dernières années. Le taux de pauvreté est passé de 21 % à 17 % de la population entre 2002 et 2017, et l'IDH reste parmi les plus bas au monde (171^{ème} sur 189 pays en 2019). 80 % de la population adulte n'a pas dépassé le stade de l'éducation primaire et 47 % est analphabète. Un cinquième des enfants de 6 à 14 ans est déscolarisé alors que la moitié de la population n'a pas 25 ans. 23 % de la population active a un emploi formel, et le taux de chômage dépasse 85 % pour les 15 à 24 ans en 2018.

¹³ <http://ida.worldbank.org/about/borrowing-countries>

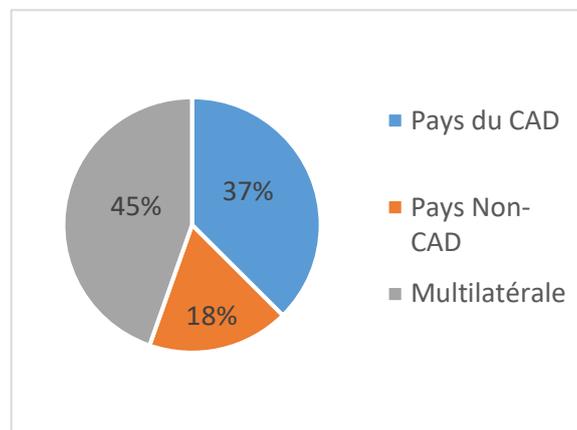
Profil de l'APD de Djibouti (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PRI-TI	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : 5,8 % APD par habitant : 184,9 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : élevé

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée MUSD	Part dans l'APD totale
France	232	27 %
UE	101	12 %
Koweït	92	11 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Infrastructures et services sociaux (30 % de l'aide reçue)
-  Aide humanitaire (19 %)
-  Transports et communication (11 %)

Appui à l'ONEAD (AFD et UE)

L'AFD (20,2 MEUR en dons), en cofinancement avec l'UE (5,2 MEUR), appuie depuis 2019 l'Office National des Eaux et de l'Assainissement (ONEAD) pour étendre les réseaux d'assainissement en milieu urbain et doubler la capacité de traitement de la station d'épuration de Douda. En complément, l'AFD souhaite financer à partir de 2021 un programme d'AT en vue de renforcer les capacités organisationnelles, commerciales, techniques et financières de l'ONEAD. Cet accompagnement permettra d'augmenter la capacité de l'ONEAD à collecter les recettes et à réduire ses coûts d'exploitation.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

Pour répondre aux besoins de financement additionnel liés à la Covid19, **Djibouti a bénéficié d'une Facilité de Crédit Rapide du FMI de 45 MUSD début mai 2020 déboursée sous forme d'aide budgétaire directe, et la BAD a octroyé un appui budgétaire de 41,2 MUSD en juillet.** En outre, la BM a débloqué une aide d'urgence de 5 MUSD tandis que l'UE a réorienté 4,5 MEUR. Djibouti bénéficie par ailleurs du CCRT, annulant le service de la dette due au FMI de mai à octobre 2020 pour 2,3 MUSD, le total sur la durée maximum de 24 mois dont Djibouti pourrait bénéficier serait de 8,2 MUSD. Le pays bénéficie également de la DSSI du G20/Club de Paris, pour 25 MUSD.

PRI-TI - Kenya

par le SER de Nairobi

Un paysage très concurrentiel conduisant les bailleurs à repenser leur modalités d'intervention

Le Kenya est aujourd'hui le 3^{ème} bénéficiaire d'APD en Afrique sub-saharienne derrière l'Éthiopie et le Nigéria avec un APD totale nette de 2,5 Mds USD en 2018. Les difficultés croissantes liées au décaissement de l'aide-projet, combinée à la dégradation de la soutenabilité des finances publiques invitent les bailleurs à repenser leurs modalités d'intervention.

L'action des bailleurs au Kenya soutient la stratégie nationale Vision 2030. Depuis 2008, cette stratégie s'appuie sur des investissements publics massifs, en particulier dans les transports et l'énergie, pour accélérer l'intégration du pays dans les échanges régionaux et mondiaux. L'investissement public est ainsi passé de 4% du PIB sur 2000-2008 à 8 % sur la dernière décennie.

Sur la décennie écoulée, le Kenya est devenu un bénéficiaire majeur de l'APD, reflet de l'intérêt croissant des bailleurs pour le pays. Le 1^{er} bailleur du pays est USAID avec un tiers de l'aide versée, dont 80 % des fonds sont dirigés vers la santé. La BM est le 2nd bailleur avec un volume d'aide en augmentation et des interventions dans de nombreux secteurs. La BAD, 3^{ème} bailleur, a un portefeuille actif de 2,1 Mds USD à fin 2018 avec des projets dans l'énergie, l'eau, les transports routiers et l'aérien. **La place du Kenya dans le portefeuille des bailleurs a significativement augmenté.** Depuis 2018, le Kenya est la 2^{ème} exposition de l'AFD en Afrique après le Maroc. L'énergie, l'eau et l'assainissement et les transports représentent 86 % du volume des engagements de l'AFD entre 2008 et 2016. Par ailleurs, le Kenya est le 3^{ème} plus important bénéficiaire des financements de la SFI en Afrique.

La multiplication des projets a permis des progrès en termes de développement. Le taux de pauvreté s'est réduit à 36 % de la population en 2016 contre 44 % en 2006. La concentration des investissements dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et des transports a permis d'améliorer les conditions de vie de la population. Toutefois, le taux de pauvreté du pays reste encore deux fois plus élevé que la moyenne des PRI-TI. Les inégalités entre les niveaux de vie urbains et ruraux ainsi que des disparités géographiques demeurent.

Bien que le Kenya ait accédé au statut de PRI-TI en 2014, il continue de bénéficier d'une aide très concessionnelle pour plusieurs raisons : i) certains bailleurs n'interviennent qu'en don (USAID, DFID) ii) la BM intervient via des prêts AID alors que le pays est éligible aux financements BIRD moins avantageux, iii) l'écosystème est très concurrentiel sur les projets finançables, ce qui incite les bailleurs à augmenter la concessionnalité de leurs offres. **Outre la concurrence, l'enthousiasme des bailleurs se heurte à la faible capacité institutionnelle et opérationnelle du pays alors que la complexité des projets est élevée.**

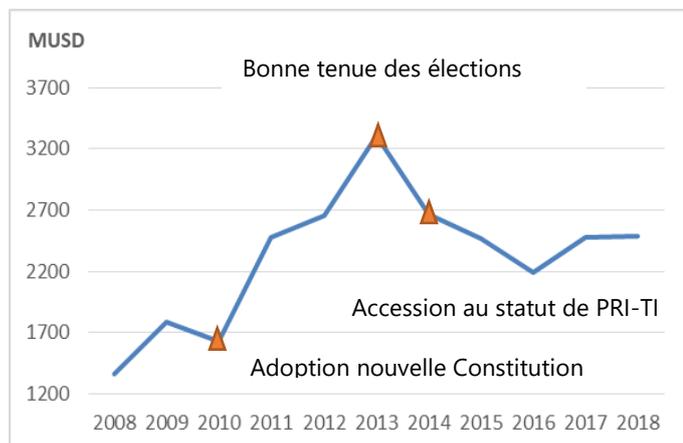
En perspective, le modèle de développement basé sur des investissements publics a atteint ses limites. La dégradation par le FMI du risque de non-soutenabilité de la dette du Kenya à « élevé » en mai 2020 conduit le gouvernement à être plus sélectif pour de nouveaux prêts souverains. Les bailleurs se sont adaptés en concentrant leur projet sur les secteurs prioritaires¹⁴ ou en mobilisant des programmes d'aides budgétaires. D'autres se positionnent sur l'appui au secteur privé, dont l'informalité reste un frein majeur.

¹⁴ Pour la période 2018-2022, les secteurs prioritaires sont regroupés dans les *Big Four*, ce sont la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'industrie manufacturière, le logement abordable, et la couverture maladie universelle.

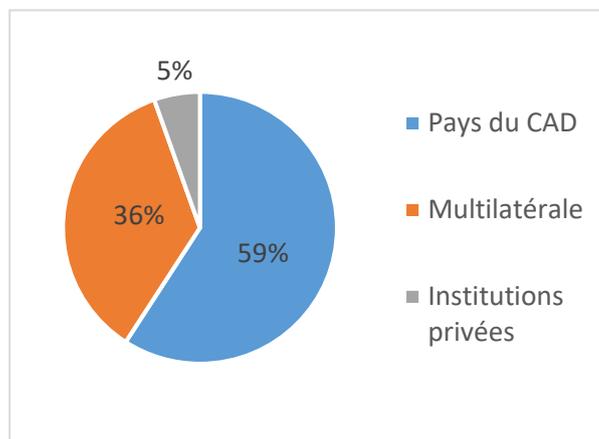
Profil de l'APD du Kenya (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PRI-TI	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : 14,8 % APD par habitant : 40,3 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : élevé

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée Milliards USD	Part dans l'APD totale
Etats-Unis	4	33 %
BM	2,3	19 %
BAD	1,0	8 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

	Infrastructures et services sociaux (50 % de l'aide reçue)
	Aide humanitaire (14 %)
	Energie (12 %)

Support budgétaire de la BM

Depuis 2019, le Kenya bénéficie d'une aide budgétaire majeure de la Banque mondiale via le **DPO Inclusive growth and fiscal management d'un montant de 1,75 Md USD**. Ce projet vise à soutenir deux piliers de l'agenda national (sécurité alimentaire et logement abordable) ainsi qu'à appuyer la numérisation et créer des marges budgétaires suffisantes pour permettre au gouvernement d'investir dans des programmes de développement prioritaires. Les décaissements sont soumis à la mise en œuvre préalable d'actions prioritaires, telles que la levée du plafond sur les taux d'intérêt.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

En réponse aux besoins engendrés par la crise de la Covid-19, **le Kenya a bénéficié de 1,25 Md USD de soutiens budgétaires – sans conditionnalité – des principaux bailleurs entre mars et mai 2020**. Les besoins de financement externe supplémentaires liés à la crise ont été évalués à 2,1 Mds USD pour 2020. Le pays a ainsi reçu : une facilité de crédit rapide du FMI de 739 MUSD, 205 MUSD en avril 2020 de la BAD, 30 MUSD en mai de l'UE, un prêt additionnel de 250 MUSD de la BIRD adossé au DPO de la BM (cf. projet clé) et 30 MUSD de l'AFD.

PRI-TI - Tanzanie

par le SE de Dar es Salam

La position des grands bailleurs reste sur une ouverture de principe même si les volumes ont baissé ces dernières années.

La Tanzanie est aujourd'hui le 4^{ème} bénéficiaire d'APD nette en Afrique sub-saharienne derrière l'Éthiopie, le Nigeria et le Kenya avec un APD totale nette de 2,5 Mds USD en 2018. Les dons extérieurs devraient diminuer progressivement pour s'établir à 2 % du PIB à long terme (vers 2033/2034) ; les prêts concessionnels devraient continuer de provenir des créanciers multilatéraux (IDA, BAD, etc.).

L'action des bailleurs soutient la Vision nationale 2025 de la Tanzanie. Depuis 2000, cette stratégie s'appuie sur des investissements publics massifs, en particulier dans les transports, l'énergie, l'industrie, le tourisme et l'agriculture durable, pour accélérer l'intégration du pays dans les échanges régionaux et mondiaux.

La Tanzanie est aujourd'hui le 4^{ème} bénéficiaire d'APD nette en Afrique sub-saharienne derrière l'Éthiopie, le Nigeria et le Kenya. Le 1^{er} bailleur du pays et l'USAID, avec 22 % de l'aide versée à la Tanzanie, ces fonds sont essentiellement dans les secteurs des transports, de l'énergie et des services sociaux. La BM est le 2nd bailleur avec un volume d'aide en augmentation et des interventions dans de nombreux secteurs (l'industrie, le tourisme, accès au crédit et gestion des ressources naturelles). Le Royaume-Uni, 3^{ème} bailleur, intervient dans l'éducation, la santé, l'eau, le renforcement du capital humain et la modernisation des institutions publiques.

La multiplication des projets a permis de réels progrès en matière de développement. La concentration des investissements dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et des transports a permis d'améliorer les conditions de vie de la population. La part de la population tanzanienne touchée par la pauvreté, à moins de 3,2 USD par jour et par personne, était de 26,4 % en 2017 contre 34,4 % en 2007. En 2018, l'extrême pauvreté (moins de 1,9 USD par personne et par jour) s'élève à 8,0 % contre 11,7 % en 2007.

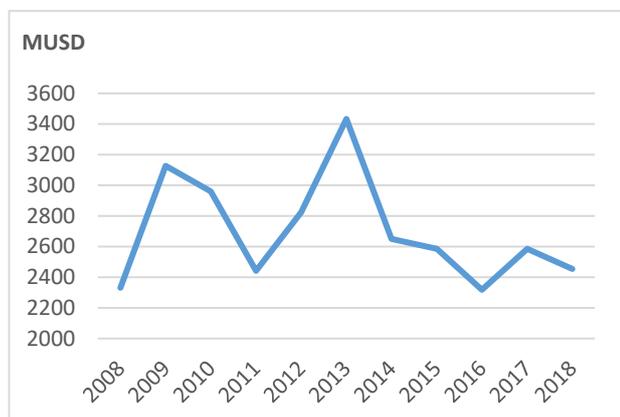
Pour autant et en dépit de l'augmentation constante de la croissance du PIB national, le nombre de pauvres augmente, en absolu, tiré par une forte croissance démographique (44,35% l'an en 2018 contre 33,5% en 2010). Ainsi, en 2019, 14 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté de 3,20 USD par personne et par jour contre 13 millions en 2007, selon la Banque Mondiale. Le taux de pauvreté du pays reste encore deux fois plus élevé que la moyenne des PRI-TI. Les inégalités entre les niveaux de vie urbains et ruraux ainsi que des disparités géographiques demeurent.

La Tanzanie a accédé au statut de PRI-TI en 2020, mais le niveau de vie des personnes défavorisées n'en sera pas impacté à court/moyen terme. La position des grands bailleurs et des banques multilatérales reste sur une ouverture de principe même si les volumes ont baissé ces dernières années. Si les tensions ont été fortes entre l'Union Européenne, le FMI et la Banque mondiale et les autorités locales, la reprise d'un dialogue technique et moins partisan ont eu lieu vers août 2019. La poursuite de ce dialogue devra être observée avec attention pour ce second mandat de président Magufuli (2020-2025). **L'endettement public est stable à environ 37 % du PIB (soit environ 20 Mds USD en 2018).** Si la part d'endettement public externe commercial a augmenté et atteint aujourd'hui environ 25 % du total, les créanciers principaux de la Tanzanie restent les bailleurs multilatéraux (55 % du total), l'endettement domestique étant le plus limité (20 %). Dans ce cadre, **le FMI ne relève aujourd'hui pas de risque particulier concernant la soutenabilité de la dette publique tanzanienne.**

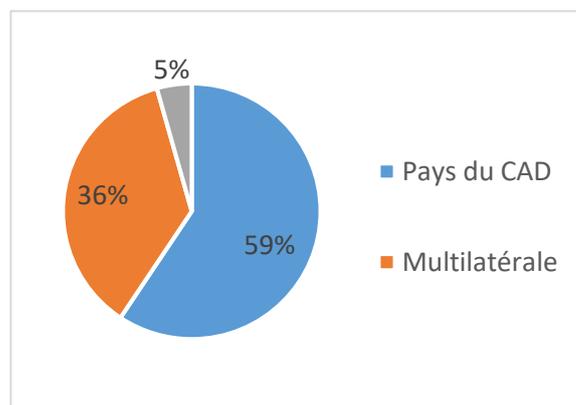
Profil de l'APD de Tanzanie (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PRI-TI	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : 4,4 % APD par habitant : 43,6 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : faible

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



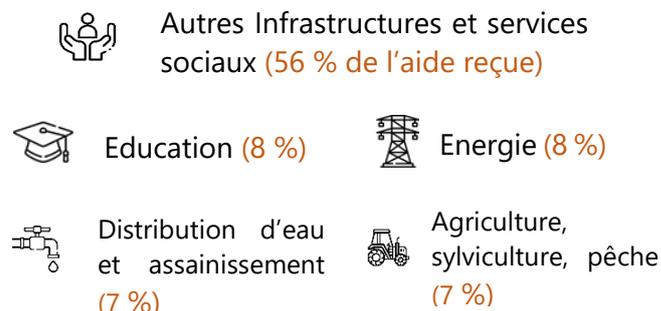
Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée Milliards USD	Part dans l'APD totale
Etats-Unis	2,7	22 %
BM	2,6	21 %
Royaume-Uni	1,2	10 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017



Dar Es Salaam Urban Transport Improvement

Depuis 2017, la Tanzanie bénéficie d'un projet **DPO Dar es Salaam Urban Transport Improvement Project de la banque mondiale de 450,8 MUSD**. Ce projet vise à soutenir le programme national de développement des infrastructures de transport et l'amélioration de la mobilité des transports. Ce projet à 3 composantes : 1) Mise en place des troisième et quatrième phases du système de transport rapide par bus de Dar es Salaam (BRT). 2) Amélioration de l'intersection d'Ubungu et de l'infrastructure complémentaire de sécurité routière pour le BRT Phase 1. 3) Renforcement et réforme institutionnels, innovation dans les technologies de l'information et de la communication (TIC).

APD reçue dans le cadre de la Covid19

En réponse aux besoins engendrés par la crise de la Covid-19, **la BAD a approuvé en octobre 2020 un prêt d'un montant de 50,7 MUSD à la Tanzanie**, pour financer la réponse de la nation à la pandémie de Covid-19. Ce prêt appuiera le plan national de réponse Covid-19 de 109 MUSD du pays, qui est soutenu conjointement par d'autres partenaires de développement du gouvernement (FMI allégement de la dette de 14,3 MUSD, USAID 5,3 MUSD, Irlande 1,5 MUSD...). Le plan vise à renforcer la résilience économique, tout en atténuant l'impact socio-économique et sanitaire de la pandémie de Covid-19, en particulier sur les entreprises locales, les ménages vulnérables et le système de santé du pays.

PRE - Maurice

par le SE de Tananarive

Une aide en baisse et tournée vers les investissements verts

Sur la dernière décennie, l'engagement des bailleurs à Maurice a continuellement diminué, reflétant l'enrichissement du pays. Le pays a en effet, atteint le statut de pays à revenu élevé en 2020. Ce statut devrait toutefois être temporaire compte tenu de l'effet récessif très prononcé de la crise sur le secteur du tourisme. Le pays dispose de capacités institutionnelles et opérationnelles suffisantes ainsi qu'un environnement des affaires dynamique à même d'absorber les fonds des bailleurs et maîtriser les risques liés aux emprunts non concessionnels.

L'action des bailleurs à Maurice soutient le Plan Triennal Stratégique 2018/19-2020/21. Disposant d'un plan d'investissement de 2,53 Mds EUR, ce programme se consacre à 58 % sur les infrastructures économiques (1,46 Md EUR dont notamment 22 % pour les infrastructures routières et de transport et 13 % pour l'énergie) et à 42 % sur les infrastructures sociales (1,07 Md EUR, dont 14 % pour les logements sociaux et la protection sociale, et 8 % pour la santé).

Maurice est actuellement que le 43^{ème} bénéficiaire d'APD nette en Afrique sub-saharienne, avec une APD totale nette de 58 MEUR en 2018. Le premier bailleur du pays est la Chine dont les financements via l'*Exim Bank* chinoise sur la période 2009-2020 sont évalués à plus de 460 MEUR, principalement destinés à financer des infrastructures. Vient ensuite l'*Exim Bank* indienne, dont les engagements se sont considérablement accrus depuis 2017 à travers le financement d'un projet de Metro Express par une ligne de crédit de 250 MEUR et un don de 210 MEUR.

La France est le bailleur-CAD du pays. Les financements de l'AFD ont atteint 132 MEUR de 2014 à 2018, centrés sur quatre domaines prioritaires : développement des infrastructures, accompagnement des acteurs économiques vers un développement bas carbone, résilience au changement climatique, intégration régionale. Les appuis financiers de l'UE ont quant à eux atteint 57 MEUR entre 2014 et 2018 à travers le 11^{ème} FED, priorisant l'éducation et la lutte contre le changement climatique.

L'engagement des bailleurs à Maurice a permis des progrès en termes de développement et soutient la transition du pays vers une économie basée sur la connaissance, l'innovation et la productivité. L'extrême pauvreté à Maurice a été éradiquée (0,2 % en 2017). La concentration des investissements dans les secteurs de l'énergie, de l'éducation ainsi que des transports et moyens de communication ont contribué à améliorer les conditions de vie de la population mauricienne. Durant la dernière décennie, les inégalités ont diminué (le coefficient de Gini est passé de 0,38 à 0,36 entre 2012 et 2017).

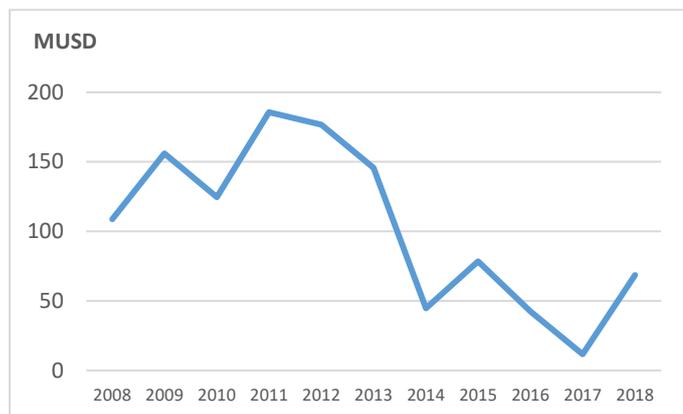
Maurice bénéficie d'une aide majoritairement sous forme de prêts (54 % contre 46 % de dons) pour plusieurs raisons : i) le pays dispose d'un espace budgétaire suffisant (le taux de pression fiscale est à 20 % du PIB) pour absorber les fonds des bailleurs ; ii) Le gouvernement dispose des capacités institutionnelles et opérationnelles suffisantes ainsi qu'un environnement des affaires dynamique à même de maîtriser la hausse anticipée de la dette publique (de 82 % à 85 % du PIB entre 2019 et 2020) ; iii) l'attractivité du pays en matière d'IDE reste élevée (13^{ème} du classement *Doing Business* de la Banque Mondiale en 2020 et 1^{er} rang africain) malgré sa récente inscription dans la liste grise du GAFI en octobre 2020.

Selon l'évaluation du FMI de 2019, la dette externe, majoritairement privée, n'était pas une source d'inquiétudes, avec un risque de surendettement considéré comme faible. Dans la mesure où les engagements externes du secteur bancaire mauricien sont couverts par les avoirs des banques mauriciennes à l'étranger, le FMI ne prend pas en compte la dette externe du secteur bancaire.

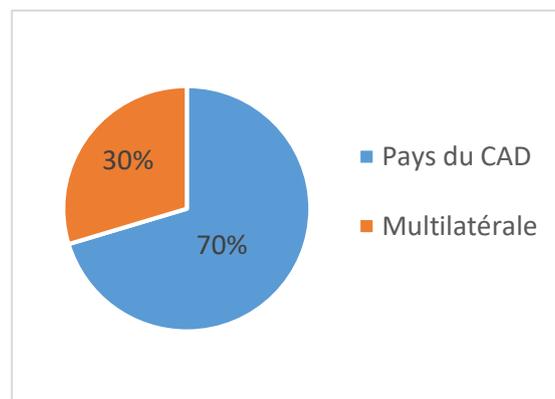
Profil de l'APD de Maurice (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PRE	Programme FMI en cours : non
APD en part de RNB (BM, 2018) : 0,4 % APD par habitant : 52,7 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : faible

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2018



Principaux bailleurs entre 2014 et 2018

	APD cumulée MUSD	Part dans l'APD totale
France	157	64 %
UE	68	28 %
Fonds mondial pour l'environnement	10	4 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017

-  Energie (49 % de l'aide reçue)
-  Education (11 %)
-  Transports et communication (16 %)

Financement Sunref de l'AFD

Depuis 2009, l'AFD développe l'initiative Sunref à Maurice visant le financement de projets d'énergie renouvelable à des taux bonifiés. Des lignes de crédits d'un montant cumulé de 175 MEUR ont été accordées (40 MEUR pour Sunref I en 2009, 60 MEUR pour Sunref II en 2013 et 75 MEUR pour Sunref III en 2018). Les deux premières phases se sont révélées concluantes avec plus de **150 projets financés qui ont favorisé l'essor d'un marché des investissements verts à Maurice**. Elles sont accordées via trois banques locales, *Mauritius Commercial Bank (MCB)*, *State Bank of Mauritius (SBM)* et *AfrAsia Bank Ltd.*

APD reçue dans le cadre de la Covid19

En réponse aux besoins engendrés par la crise de la Covid-19, **Maurice a bénéficié de près de 500 MEUR de soutien budgétaire des principaux bailleurs entre mars et juillet 2020**. Fin juillet, le pays reçu un prêt de contingence pour catastrophe naturelle de l'AFD de 300 MEUR et un don de 4 à 5 MEUR en complément de ce prêt. De son côté, la BAD a octroyé un prêt de 188 MEUR au titre de la Facilité de réponse rapide à la Covid-19 (CRF). La Banque mondiale prévoit également un prêt de contingence de 300 MEUR au titre du CAT-DDO dont l'instruction est programmée pour l'année fiscale 2020/21.

PRE - Seychelles

par le SE de Tananarive

Un engagement des bailleurs en extinction aux Seychelles

Sur la décennie écoulée, l'engagement des bailleurs aux Seychelles n'a cessé de décroître, reflet du changement de statut de l'archipel, devenu pays à revenu élevé (PRE) en 2015, et n'étant donc plus bénéficiaire de l'APD telle que définie par l'OCDE depuis 2017 (dernières données disponibles, donc). Le pays dispose de capacités institutionnelles et opérationnelles suffisantes ainsi qu'un environnement des affaires dynamique à même d'absorber les fonds des bailleurs.

L'action des bailleurs aux Seychelles soutient la Stratégie National de Développement 2019-2023.

Disposant d'un plan d'investissement évalué à 2,65 Mds EUR, ce programme s'articule autour de six piliers : bonne gouvernance, participation citoyenne et inclusivité, cohésion sociale, innovation, transformation économique et soutenabilité et résilience environnementale. Suite au changement d'administration en octobre 2020, un nouveau Plan quinquennal pourrait être mis en œuvre.

En 2017, les Seychelles, PRE, étaient l'avant-dernier bénéficiaire d'APD nette en Afrique subsaharienne (14 MEUR).

Les Emirats Arabes Unis sont le premier bailleur de l'archipel à travers l'*Abu Dhabi Fund for Development* (ADFD), particulièrement actif aux Seychelles depuis 2009 avec plusieurs dons totalisant 120 MUSD. Ces dons prennent la forme d'une aide budgétaire ou contribuent à financer des projets immobiliers et hospitaliers, des vedettes de surveillance maritime, des autobus, des unités de désalinisation, des éoliennes ou encore des générateurs électriques. Dans le cadre du 11^{ème} FED (2014-2020), l'UE a alloué un montant de 2,2 MEUR aux Seychelles. A cette somme, s'ajoutent 3 MEUR attribués à l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique au titre du programme dédié aux Seychelles.

L'AFD a redémarré ses activités dans le pays après le traitement de la dette par le Club de Paris en 2009.

L'agence s'est engagée en 2012 sur un prêt de 10 MEUR relatif à un projet dans le domaine de l'eau potable, en partenariat avec la BEI. Par ailleurs, l'AFD a octroyé en décembre 2017, un prêt souverain d'un montant de 16,5 MEUR à la *Seychelles Port Authority* pour le projet de rénovation et d'extension du port commercial de Victoria.

L'engagement des bailleurs aux Seychelles a permis des progrès en termes de développement.

La concentration des investissements dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont contribué à améliorer les conditions de vie de la population. L'extrême pauvreté au sens de la Banque Mondiale a été éradiquée (1,1% en 2017). Néanmoins, les inégalités persistent (accès au logement, à l'emploi, à l'eau...).

Les Seychelles bénéficient d'une aide majoritairement concessionnelle (81% de dons) pour plusieurs raisons :

i) si le pays dispose de capacités institutionnelles et opérationnelles relativement suffisantes pour absorber les fonds des bailleurs, le vieillissement de la population seychelloise représente un risque sur la soutenabilité du système de retraite, donc des finances publiques; ii) essentiellement basée sur le tourisme, l'économie seychelloise est très faiblement diversifiée et particulièrement vulnérable aux chocs climatiques ; iii) L'environnement des affaires se dégrade, le pays rétrogradant à la 100^{ème} place au *Doing Business* (35 places perdues depuis 2010), principalement en raison du niveau insuffisant des infrastructures (118^{ème} pour l'accès à l'électricité).

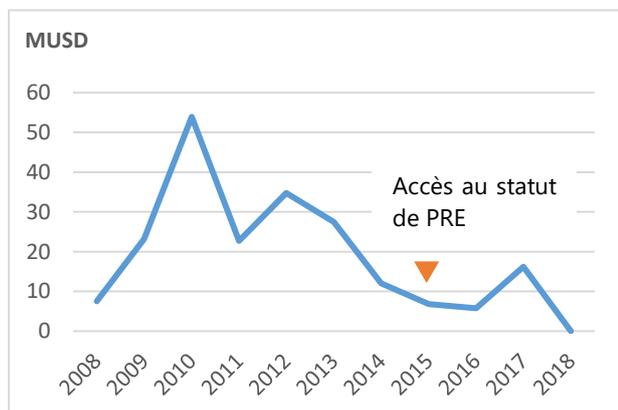
Les impacts de la crise sanitaire sur l'économie seychelloise pourraient faire apparaître un besoin de renforcement de l'engagement des bailleurs.

Selon l'évaluation du FMI de septembre 2020, la dette publique seychelloise est « soutenable mais avec des risques significatifs ». Ceux-ci sont notamment liés à la révision à la baisse des prévisions de croissance à -13,8% contre +3,3% avant la crise, entraînant une hausse de la dépense publique pour en limiter les impacts. Par ailleurs, le gap de financement a été évalué à 106 MEUR en mai 2020, et n'est actuellement couvert qu'à 40% (près de 50 MEUR).

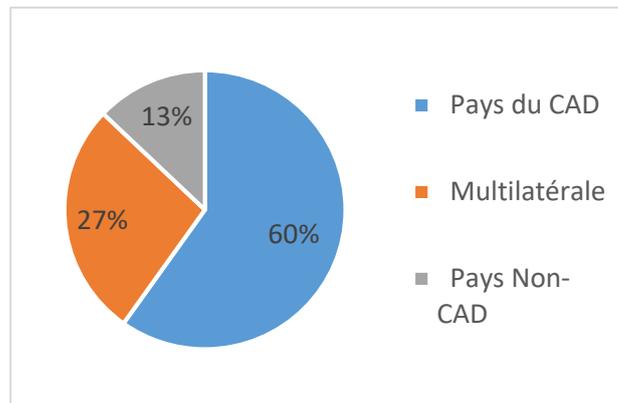
Profil de l'APD des Seychelles (source OCDE)

Classification (BM, 2020) : PRE	Programme FMI en cours : oui
APD en part de RNB (BM, 2018) : 1,2 % APD par habitant : 169,0 USD	Risque de non soutenabilité de la dette (FMI) : soutenable

Evolution de l'APD totale nette (aide bilatérale) entre 2008 et 2018



Répartition de l'APD totale nette par type de donateur en 2017



Les Seychelles ne sont plus éligibles à l'APD depuis 2018

Principaux bailleurs entre 2014 et 2017

	APD cumulées MUSD	Part dans l'APD totale
Emirats Arabes-Unis	13	33 %
UE	11	28 %
Japon	8	20 %

Principaux secteurs bénéficiaires de l'aide entre 2013 et 2017



Agriculture, sylviculture et pêche (43 % de l'aide reçue)

Projet de l'AFD au port commercial de Victoria

L'AFD a octroyé en décembre 2017 un prêt souverain d'un montant de 16,5 MEUR à la *Seychelles Port Authority* (SPA) pour le projet de rénovation et d'extension du **port commercial de Victoria, point d'entrée de 95% des importations des Seychelles**. D'un coût total de 36,65 MEUR, il est cofinancé par un prêt de la BEI de 12 MEUR et une subvention de l'UE de 5,15 MEUR. Les quais existants de 370 mètres sont rénovés et une extension de 230 mètres supplémentaires est prévue.

APD reçue dans le cadre de la Covid19

En réponse aux besoins engendrés par la crise de la Covid-19, **les Seychelles ont bénéficié de près de 50 MEUR de soutiens budgétaires de la part des principaux bailleurs**. Les besoins de financement externes ont été évalués à 106 MEUR pour 2020. Début mai, le FMI a octroyé une aide financière dans le cadre de l'Instrument de Financement Rapide (RFI) pour 26 MEUR. La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un appui budgétaire en réponse à la crise (ABRC) de 8 MEUR en juin 2020. La Banque mondiale a quant à elle octroyé un prêt à l'appui des politiques de développement d'un montant de 13 MEUR.

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	11,9	53,8	45,7	13,0	11,2	59,7
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	3,1	2,3	3,6	2,6	0,9	3,0
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	166	56	116	38	185	141
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	165	137	137	51	179	96
Macroéconomie						
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2019</i>	3,6	98,6	30,7	10,2	3,7	67,2
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2019</i>	310	1 998	770	825	275	1 159
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2019</i>	1,8	5,6	4,9	10,1	11,3	6,3
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2019</i>	5,1	5,8	3,6	6,7	30,0	3,8
Finances Publiques						
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2019</i>	-6,0	-7,8	-6,7	-5,2	-0,3	-2,9
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2019</i>	59,4	60,8	40,0	55,8	41,8	38,1
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2019</i>	16,6	31,3	26,6	45,1	0,0	27,4
Echanges						
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-19,8	-12,0	-13,2	-15,1	-	-6,6
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	7,6	173,0	26,5	20,9	3,5	62,2
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	3,3	110,5	11,8	4,4	0,2	33,6
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2019</i>	-16,4	-4,5	-9,5	-9,2	-2,5	-3,2
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	1,4	2,9	4,6	2,6	34,4	0,6
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	0,7	4,7	3,7	3,6	0,2	4,6
Développement						
<i>IDH, BM, 2019</i>	0,42	0,58	0,53	0,54	0,41	0,53
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	61,0	66,2	62,8	68,4	57,4	64,8
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	71,8	36,8	41,7	55,5	42,7	49,1
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,04	0,31	0,14	0,08	0,14	0,23
Notation Dette Souveraine						
S&P	-	B+	B	B+	-	-
Moody's	-	B2	B2	B2	-	B2
Fitch	-	B+	B+	B+	-	-
Politique Monétaire						
<i>Taux directeur **</i>	-	7,0	7,0	4,5	-	5,0

Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique

Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée	Ethiopie	Soudan	Somalie
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	1,0	3,5	115,0	43,8	15,9
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	1,6	1,2	2,6	2,4	2,8
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	112	189	159	171	190
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	126	160	96	173	180
Macroéconomie					
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2019</i>	3,2	2,1	91,2	30,9	5,0
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2019</i>	2 936	343	953	714	312
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2019</i>	7,5	3,8	9,0	-2,5	2,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2019</i>	3,3	27,2	19,5	57,0	3,1
Finances Publiques					
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2019</i>	-0,8	-1,5	-2,5	-10,8	0,0
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2019</i>	46,4	189,2	57,6	207,0	0,0
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2019</i>	0,0	61,7	28,4	0,0	0,0
Echanges					
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-10,6	-19,1	-12,9	-16,9	-15,5
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	72,4	3,1	700,6	76,6	8,8
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	1,5	0,1	39,1	47,1	5,6
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2019</i>	24,7	12,1	-5,3	-14,9	-13,7
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	1,9	-	0,6	1,4	-
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	0,0	2,2	2,1	0,0	0,0
Développement					
<i>IDH, BM, 2019</i>	0,50	0,43	0,47	0,51	-
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	66,5	65,7	66,0	64,9	56,9
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	17,1	-	30,8	12,7	-
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,8	-	0,1	0,3	0,0
Notation Dette Souveraine					
S&P	-	-	B	-	-
Moody's	-	-	B2	-	-
Fitch	-	-	B	-	-
Politique Monétaire					
<i>Taux directeur **</i>	-	-	13,0	-	-

Indicateurs régionaux : Océan Indien

Indicateurs Pays	Comores	Madagascar	Maurice	Seychelles
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	0,9	27,7	1,3	0,1
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	2,2	2,7	0,2	0,7
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	160	161	13	100
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	153	158	56	27
Macroéconomie				
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2019</i>	1,2	12,6	14,4	1,6
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2019</i>	1 350	464	11 361	17 052
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2019</i>	1,9	4,8	3,5	3,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2019</i>	5,1	4,0	0,9	1,7
Finances Publiques				
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2019</i>	-2,2	-1,4	-6,5	0,9
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2019</i>	25,3	38,4	72,8	55,3
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2019</i>	23,6	27,0	13,9	26,9
Echanges				
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-14,8	-10,2	-23,5	-39,5
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	35,6	378,0	554,8	56,2
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	13,8	562,7	261,2	102,4
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2019</i>	-3,8	-2,5	-5,8	-16,7
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	11,5	3,5	1,2	1,4
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	5,9	3,5	7,9	2,0
Développement				
<i>IDH, BM, 2019</i>	0,54	0,52	0,80	0,80
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	64,0	66,5	74,8	73,3
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	17,6	77,6	0,2	1,1
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,20	0,13	3,35	5,42
Notation Dette Souveraine				
S&P	-	-	-	-
Moody's	-	-	Baa1	-
Fitch	-	-	-	B+
Politique Monétaire				
<i>Taux directeur **</i>	1,04	-	1,85	4,94

Contacts

SER de Nairobi

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr



SE de Tananarive

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar / Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE d'Addis Abeba

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de Kampala

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr



SE de Dar Es Salam

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI philippe.galli@dgtresor.gouv.fr



SE de Khartoum

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS rafael.santos@dgtresor.gouv.fr



Ambassade de France au Rwanda

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr



Cher lecteur,

Vous avez reçu le 3^{ème} numéro de la Lettre économique sur l'Afrique de l'Est et de l'Océan indien. Afin que cette publication mensuelle réponde au mieux à vos attentes, nous vous invitons à nous faire un retour.

Vos suggestions sont les bienvenues.

Merci de votre temps !

<https://fr.surveymonkey.com/r/Q5MVQJK>

